

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 12 MAI
N° 183 1,50 F

Belgique 15 F
Commission paritaire n° 50942

AGRET, maintenu en prison, reprend la grève de la faim

La Chambre criminelle de la Cour de Cassation s'est réunie hier pour statuer sur la requête de révision du dossier Agret. Déjà deux requêtes précédentes ont été rejetées sans avoir pu dépasser le stade de la commission de révision de la Chancellerie. C'est la longue grève de la faim que Roland Agret avait entamée depuis le 15 mars 76 qui a permis que la procédure se débloque.

La veille de la réunion, Agret était pessimiste : « On n'hésitera pas à me sacrifier pour masquer tout ce qu'il y a de louche au fond de cette affaire » a-t-il déclaré à Marie-Josée Agret. A 18 h 30, la Chambre criminelle confirmait, cyniquement, le pronostic de Roland Agret en ordonnant un supplément d'enquête. Autrement dit, la libération de Roland Agret est repoussée aux calendes grecques ! La décision de Lecanuet de renvoyer l'affaire en Cour de Cassation ressemble, avec le recul du temps, décidément de plus en plus à une opération pour faire cesser sa grève de la faim à Agret et détourner l'attention de l'opinion publique.

Tant de fausseté et de cynisme ne peuvent que révolter ! Ces méthodes montrent la véritable nature de la justice bourgeoise qui blanchit sa pègre et ses politiciens pourris et laisse Agret croupir en prison !

Un juge réduit au silence, 5 centimes de hausse sur l'essence

LECANUET FAIT PLACE NETTE POUR LA HAUSSE

Encore une hausse. Le comité des prix réuni hier, par le ministère des finances, a décidé au terme de longues délibérations d'augmenter les prix de l'essence, du fuel domestique, du fuel lourd, et du naphta. L'essence ordinaire passe de 1,76 à 1,82F, le super de 1,90 à 1,96F ; le

fuel augmente de deux centimes.

C'est sans aucune gêne que le gouvernement vient de décider ces hausses alors qu'il rabâche sa propagande quotidienne sur la nécessité de juguler l'inflation tout en amputant chaque jour le

pouvoir d'achat des travailleurs. Le jour de cette décision coïncidait (par hasard, certainement) avec les révélations supplémentaires sur le scandale pétrolier apportées par Gaston Defferre.

Dans le cadre de la rivalité entre les partis bourgeois, ce dernier vient de révéler que le gouvernement, après son entrevue avec des représentants des compagnies pétrolières, a décidé de déplacer le juge d'instruction chargé d'enquêter sur le scandale. Une telle mutation vise à l'évidence à étouffer l'affaire, et faire stopper l'instruction ; le juge déplacé refusait de conclure au non-lieu comme on le lui ordonnait.

Mis en cause, Lecanuet qui a ordonné la mutation n'a pu que répondre « le PS veut réitérer avec la justice ce qu'il a fait avec l'armée ». Visiblement Lecanuet n'a pas eu peur de ce nouveau scandale, et il était prêt à tout pour camoufler les pratiques des compagnies, et arrondir par la hausse leur marge de profits ! Pendant ce temps, les travailleurs payent...



Encore des hausses que les travailleurs devront se faire rembourser

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

LES 23 FACE AUX MANŒUVRES DU P«C»F

A peine mis en place, le collectif de lutte des 23 se voit attaqué par les gens du P«C»F dans la CGT. Les 23, ayant décidé d'appeler les travailleurs de B-E à un débrayage mercredi à 9 H, afin de se faire accompagner à la direction pour remettre une lettre dans laquelle ils manifestaient leur refus des mises à pied et des licenciements, voyaient leur décision remise en cause dans la matinée de mardi par la direction P«C»F de la section syndicale CGT. Enfin, trois syndiqués CGT étaient d'accord avec l'initiative prise par les 23.

De plus, la section syndicale CGT annonçait qu'elle refusait de discuter avec les 23 et qu'elle n'acceptait de discuter qu'avec un ou deux, déniaient tout droit aux 23 licenciés de décider de leur sort. Est significative la position à double face du secrétaire syndical Honclerq : il fait partie des 23 et n'a soufflé mot lorsque les 23 se sont constitués en collectif de lutte, mais il remet en cause maintenant ce qu'il avait approuvé la veille.

D'autre part, alors qu'une déléguée suppléante CFDT, non licenciée, se voyait infliger trois jours de mise à pied par la direction (parce qu'elle avait pris la parole dans les ateliers, les jours précédents), les délégués restant dans l'usine ne rapportaient aux 23 que des échos défaits sur la mobilisation dans l'usine ; alors qu'aux portes, nombreuses sont les ouvrières qui manifestent leur soutien aux licenciés et leur révolte devant la répression qui se poursuit dans l'usine. Dans un atelier, un petit chef interdit aux ouvrières de fumer parce que la fumée l'incommode ! Dans un autre, une ouvrière demandant de passer en journée se voit répondre : « Du vous restez en poste, ou vous prenez la porte ».

La direction P«C»F de la CGT emploie tous les moyens pour faire échouer la mobilisation de ce mercredi, disant qu'il ne faut pas débrayer mais seulement rassembler les ouvrières à la pause de 9 H, ce qui empêche celles qui sont de l'équipe du matin de se joindre aux filles de journée. Suite p. 4

Interview d'un représentant de l'ambassade de Madagascar « Pourquoi nous ne sommes pas à la Conférence franco- africaine de Paris » voir p. 8

- Réforme de l'entreprise : Sudreau sur la sellette p. 3
- Les transports urbains de Saint Etienne en grève p. 5
- Blanchisserie de Grenelle (Issy-les-Moulineaux) riposte contre la répression p. 5
- Liban : les masses s'organisent en comités populaires p. 7
- La fin de notre reportage sur l'Espagne face au fascisme renoué p. 12

L'AMBASSADEUR DE LA BOLIVIE FASCISTE ABATTU À PARIS

L'ambassadeur de Bolivie en France a été tué d'un coup de pistolet 7,65. Cette action a été revendiquée par une organisation qui s'intitule « brigades internationales Che Guevara ». Dans son communiqué, ce groupe rappelle que cet homme dirigeait les troupes qui ont assassiné le révolutionnaire latino-américain Che Guevara, en 1967. Il l'accuse également d'avoir protégé le bourreau nazi, Klaus Barbie.



La botte fasciste pèse sur le peuple bolivien

suite p. 7

LA COMMUNE

Paule SACONNET

Mai 1871 : Dombrowski, réfugié polonais et meilleur chef militaire de la Commune de Paris, mourait sur les barricades.

LE DRAPEAU DE LA COMMUNE

EST CELUI DE LA REPUBLIQUE UNIVERSELLE

LA PREMIERE INTERNATIONALE, CREUSSET DE LA REVOLUTION

N'est-ce pas en effet la série de rencontres effectuées à Londres ou à Paris, lors d'expositions (organisées par la bourgeoisie) entre des ouvriers anglais, français, allemands, italiens... qui permit au prolétariat européen des années 1860, d'aborder ses problèmes avec des éléments précis de réponses liés à la pratique de chacun ? La classe dominante n'avait pas manqué de distiller sa propagande de division, faisant croire aux travailleurs français qu'ils étaient mieux payés, par exemple, que leurs camarades anglais. Et lorsque la délégation d'ouvriers français se rendit à Londres en 1862, quel ne fut pas son étonnement de voir toutes les conquêtes économiques et sociales du prolétariat anglais (limitation de la journée de travail, salaire plus élevé, droit d'association...). Elle établit rapidement le rapport de cause à effet entre ces conditions plus favorables et la puissance du mouvement syndical charliste, ainsi que le nombre et l'organisation des grèves.

Les ouvriers français, au creuset de la Première Internationale, créée en 1864, se réveillèrent ainsi promptement de leurs rêveries proudhoniennes : et ce fut tout un mouvement encore jamais vu, de grèves dans tout le pays et dans tous les secteurs de l'économie (comme nous l'avons vu à propos d'Eugène Varlin). Grèves non point simples pulsions ponctuelles de colère, mais luttes organisées, popularisées et soutenues d'un pays à l'autre.

A travers cette pratique, liée à une réflexion politique, dont les Congrès de l'Internationale, constituaient les points forts, la classe ouvrière française se radicalisa, acquit un pouvoir d'organisation, une maturité idéologique certaine.

UN PEUPLE TRAVAILLEUR DE TOUS LES PAYS

Aussi, sortant des ornières des revendications corporatistes, ne cessa-t-elle d'attaquer, par des manifestes émanant de l'Internationale, et plus spécialement de sa section parisienne, la politique belliciste de Napoléon III, au Mexique, en Italie... Et lorsque, en 1870, croyant sortir de ses difficultés par une guerre éclair, le pouvoir impérial instaure dans le pays un climat d'intense chauvinisme, dans un dernier effort en faveur de la paix, l'Internationale lance de Paris un appel «aux travailleurs de tous pays».

«Frères d'Allemagne, restez sourds à des provocations insensées car, la guerre entre nous, serait une guerre fratricide... Nos divisions n'amèneraient, des côtés du Rhin, que le triomphe complet du despotisme». Les Internationaux de Berlin répondent à cet appel. «Ce fait unique, sans parallèle dans l'histoire du passé, constate Marx, ouvre la voie à un avenir plus lumineux».

D'ailleurs, les ouvriers parisiens avaient acquis une pratique internationaliste sur le lieu même de leur travail et de leurs luttes puisque les travailleurs étrangers, belges, hongrois, polonais surtout, la plupart réfugiés politiques, avaient constitué en France, des sections de l'Internationale. Cette présence étrangère au sein du peuple parisien inquiétait vivement le pouvoir ; et dans leur langage bien à eux, les intellectuels de ce pouvoir exprimaient cette crainte. Ainsi Francisque Sarcey : «Des quatre coins de l'univers, tous les bandits en disponibilité, tous les déclassés en rupture de ban, tous les Polonais de table d'hôte, tous les Américains de pacotille, tous les échappés de prison, se

Faut-il se contenter de signaler dans les rangs des Communards bon nombre d'étrangers «admis à l'honneur de mourir pour une cause immortelle», et qui effectivement combattirent vaillamment jusqu'à leur dernière cartouche ?

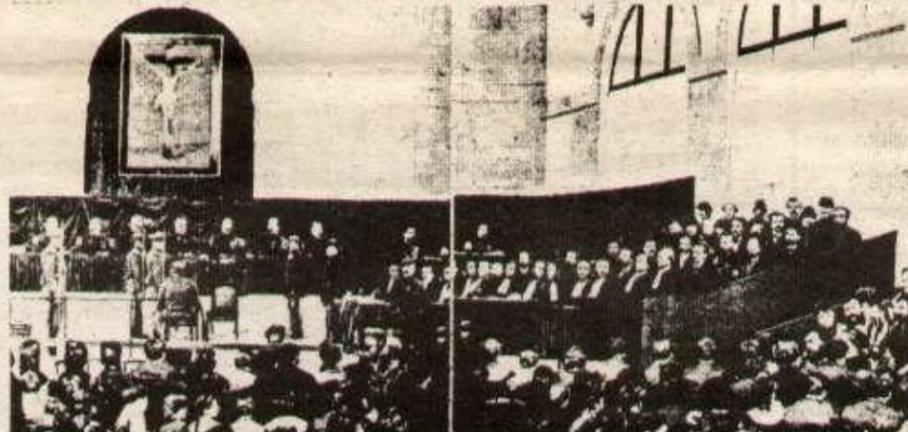
Ou ne faut-il pas aller plus loin dans cette analyse de «l'internationalisme prolétarien», en examinant les événements, non seulement pendant, mais aussi, et surtout, avant et après la Commune ? Pour arriver à la conclusion que pour la première fois dans l'Histoire, une Révolution était faite au creuset d'un mouvement international et que sa victoire, même temporaire, allait déclencher en conséquence, un processus de libération irréversible sur le plan mondial.

L'aspect «international», lié intrinsèquement à l'aspect «prolétarien» apparaît comme la dominante de la Commune de Paris qui pourtant géographiquement semble plus localisée que les révolutions précédentes. Comme le disait si justement le Communard Léo Frankel, ouvriers hongrois : «Notre chemin est international, nous ne devons pas sortir de cette voie».

sont, comme des nuées de corbeaux, abattus sur Paris».

GARIBALDI INVALIDE PAR THIERS

La République de Thiers et des «Trois Jules», proclamée après la chute du Second Empire, fut tout aussi chauvine puisqu'elle refusa les services de Dombrowski ou de Wroblewski durant le Siècle de Paris et que son Assemblée Nationale invalida l'élection de Garibaldi, en tant qu'étranger. Alors qu'avec ses «Chemises rouges», il était venu se mettre aux côtés du peuple français et avait repoussé l'avance parisienne en Bourgogne ; alors, qu'il avait été élu à Paris et dans quatre départements.



Combien d'étrangers passèrent devant ce tribunal sommaire instauré par Thiers, «le Sauveur de la France» !

«LE DRAPEAU DE LA COMMUNE EST CELUI DE LA REPUBLIQUE UNIVERSELLE»

Au contraire, la nouvelle société qui s'instaura à partir du 18 mars manifesta une rupture radicale avec cette politique chauvine, puisqu'une des premières mesures du Comité Central fut de réserver à Garibaldi le poste de général en chef (qu'il ne put occuper, étant reparti pour la Sardaigne).

Aucune discrimination ne fut plus établie envers les étrangers : plusieurs furent élus par les travailleurs parisiens et leur élection fut non pas invalidée, mais hautement reconnue par la Commune «considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ; considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyens aux étrangers qui la servent».

Et les étrangers, en majorité des Belges et des Polonais, combattirent par milliers dans les rangs de la Garde Nationale. Combien moururent le fusil à la main ? Aucun document ne peut le dire. Mais ils furent 1725 à être arrêtés et condamnés au moment de la répression. Et durant la Semaine Sanglante, il suffisait d'avoir un nom à consonnance polonaise pour être dirigé automatiquement vers les mitrailleuses des Versaillais. (C'était d'ailleurs une consigne de la presse bourgeoise, cette liquidation des étrangers : le Figaro

excitait au massacre de «tous les Polonais interlopes»).

L'OEUVRE DU HONGROIS LEO FRANKEL

La Commune ne se contenta pas d'accepter dans les rangs de ses combattants de base les étrangers, elle leur donna des fonctions importantes.

Ainsi, le Hongrois Léo Frankel, militant actif de l'Internationale, en contact avec Marx (il avait séjourné à Londres), élu dans le 13^e arrondissement, fut nommé à plusieurs postes-clés : commission du Travail et de l'Echange (29 mars) ; des Finances (5 avril) ; et même, le 20 avril, il devint membre de la Com-

mission exécutive, comme délégué au Travail et à l'Industrie. Ce fut d'ailleurs sous son impulsion, que furent prises les mesures sociales les plus avancées, de vraies mesures socialistes : interdiction du travail de nuit chez les boulangers ; suppression du système des amendes, qui amputaient si durement les salaires déjà dérisoires des travailleurs ; et surtout recensement des ateliers abandonnés par les «francs-fileurs», en vue de constituer une nouvelle structure à gestion ouvrière.

ADMIS A L'HONNEUR DE MOURIR POUR UNE CAUSE IMMORTELLE

Nombreux furent les étrangers à se voir confier des postes importants dans le secteur militaire : ainsi, Cipriani, le compagnon de lutte de Garibaldi, participe en qualité de colonel à l'offensive, malheureuse, du 3 avril, aux côtés de Flourens. Il sera pris par les Versaillais, condamné à mort, puis grâcié pour être expédié, comme tant d'autres, vers le bagne de la Nouvelle Calédonie.

Wroblewski, ancien aristocrate, passé dans les rangs de l'insurrection polonaise, réfugié à Paris où il travaillait, comme ouvrier imprimeur, commanda le secteur d'Ivry-Arcueil, «excellent chef pour de jeunes troupes». Durant la Semaine Sanglante, il organise, dans le 13^e arrondissement, la défense de la Butte-aux-Cailles ; puis, lorsqu'il lui sembla que toute reconstitution de troupes

régulières était impossible, il fit le coup de feu, en combattant anonyme, de barricade en barricade, jusqu'au dernier jour.

LA TACTIQUE JUSTE QUE PRECONISAIT DOMBROWSKI

Dombrowski, réfugié politique comme son compatriote Wroblewski, était sans doute le meilleur chef militaire de la Commune. Certes, on lui donna des fonctions importantes : commandant de la place de Paris ; organisateur de la défense du secteur le plus exposé, celui de Neuilly ; mais, on ne tint pas compte de la tactique qu'il préconisait pour économiser des vies humaines : face aux bombardements massifs, commandés par Thiers, qui voulait réduire Paris à sa merci, Dombrowski pensait à une double riposte : utilisation intensive de toute l'artillerie dont disposait la Commune ; mais, aussi constitution de noyaux durs de partisans pour mener des actions rapides de guérilla. (Les Versaillais avaient pressenti la qualité militaire de l'officier polonais, puisqu'ils lui proposèrent un million - somme énorme pour l'époque - s'il consentait à trahir !)

Dombrowski ne put mener jusqu'au bout son action organisatrice car le 23 mai, il fut blessé mortellement à une barricade. Les Communards savaient quel militant de valeur ils perdaient en lui puisqu'à la Bastille, raconte Lissagaray, «Les fédérés de ces barricades avaient arrêté le cortège et placé le cadavre au pied de la colonne de juillet. Des hommes, la torche au poing, formèrent autour une chapelle ardente et les fédérés vinrent l'un après l'autre mettre un baiser au front du général».

UNE RUSSO ELISABETH DMITRIEFF

Et parmi les militants étrangers qui se jetèrent de toute leur ardeur révolutionnaire dans la lutte contre le vieux monde, il faut bien entendu citer Elisabeth Dmitrieff ; cette Russe de 20 ans, dont nous avons déjà parlé dans la page consacrée aux «Femmes dans la lutte».

Réfugiée politique à Londres, elle fut envoyée par Marx à Paris après le 18 mars. Avec des militantes françaises comme Nathalie Lemel, Aline Jacquier... elle constitua, anima «l'Union des Femmes», dont la ligne politique était des plus fermes. Durant la Semaine Sanglante, elle prend part aux combats de rue, échappe de justesse la répression versaillaise pour s'exiler en Suisse où elle avait organisé une section russe de l'Internationale.

«LA COMMUNE EST PAS MORTE»

Faut-il démontrer maintenant l'importance de cette révolution que fut la Commune pour le mouvement prolétarien international ? Laissons la parole à Lénine qui, avant la Révolution d'Octobre, avant la prise du pouvoir par le peuple de Chine, d'Albanie, d'Indochine, soulignait le rôle de la Commune, lors du 40^e anniversaire, en 1911.

«Le souvenir des combattants de la Commune n'est pas seulement vénéré par les ouvriers français, il l'est par le prolétariat du monde entier. Le grandement des canons de Paris a tiré de leur profond sommeil les couches les plus arriérées du prolétariat et donné surtout une impulsion nouvelle à la propagande révolutionnaire socialiste. C'est pourquoi l'œuvre de la Commune n'est pas morte ; elle vit jusqu'à présent en chacun de nous».

SUDREAU SUR LA SELLETTE

Les réactions au sein de la bourgeoisie n'ont pas manqué, malgré l'appui officiel que Giscard, dans une allocution du 13 avril dernier, avait apporté au projet Sudreau, selon lui véritable « doctrine française d'évolution ».

Au nom de « l'Association pour la Participation dans les Entreprises », Serge Dassault a déclaré que la réforme de l'entreprise était nécessaire, mais que le projet Sudreau n'était pas le bon. En effet, ce projet ne favorisera pas la création d'entreprises nouvelles, pour une bonne raison : « Comment développer la création d'entreprises sans encourager aussi ceux qui sont susceptibles de les créer et de les diriger ? » s'interroge Dassault qui note, avec frayeur : « En cas d'erreur grave de gestion, les chefs d'entreprise seront responsables sur leurs biens personnels du passif de l'entreprise ». On sait que Sudreau a précisé que cette responsabilité serait seulement un peu plus « souple » qu'elle ne l'est aujourd'hui. Formule creuse, s'il en est, mais qui fait jeter bas le masque à Dassault : « Que se passera-t-il s'il s'agit d'une fail-

Chirac a tenu hier, à inaugurer le débat parlementaire sur la réforme de l'entreprise par un discours d'une vingtaine de minutes, destiné tant à rappeler les principaux axes de sa politique qu'à rassurer les troupes de la majorité, inquiétées par certains points du projet Sudreau.

Chirac a donc tenu à rappeler que le gouvernement n'entendait pas diminuer le rôle des patrons : en ce sens, rien ne changera. Toutefois, Chirac a tenu à préciser la position du gouvernement sur un point qui divise la majorité : le « monopole » syndical des candidatures au premier tour des élections professionnelles, qu'il n'a rien à gagner à remettre en cause, puisque cela ne l'empêche pas - à Citroën, Peugeot, et Simca - de mettre sur pieds des syndicats fascistes.

Pour Chirac, le gouvernement n'entend pas « remettre en cause le rôle des syndicats dans la défense des travailleurs » - puisque, dans une certaine mesure, il arrive à composer avec les directions révisionnistes et réformistes de ces syndicats. A peine Chirac avait-il terminé son discours, que Chinaud, au nom des partis RI et UDR, à l'issue d'une réunion commune, réclamait « la liberté complète au sein de l'entreprise » et cela « à tous les niveaux », laissant éclater publiquement ces contradictions qui divisent la majorité.

lite provoquée par l'impossibilité de licenciement due à l'action des syndicats, comme c'est souvent le cas ? Va-t-on faire payer le passif par celui qui a eu les mains liées et qui n'a pu jouer son rôle de gestionnaire ? »

Cette grande peur des possédants est partagée par tous les patrons, soucieux de pouvoir continuer, sans les entraves formelles du projet Sudreau, à faire payer leur crise aux travailleurs. D'autres, s'inquiètent de la mise à la retraite possi-

ble des patrons à 60 ans passés, « quelles que soient leurs capacités ».

De son côté, Ceyrac critique le maintien du « monopole syndical » pour les candidatures au premier tour des élections professionnelles. L'abolition de ce monopole - réclamée par l'UDR et les Républicains Indépendants - permettrait aux patrons de présenter, dès le premier tour, des « non-syndiqués », c'est-à-dire les membres des syndicats jaunes maison. Aussi Bergeron a-t-il dénoncé

cette manœuvre de Ceyrac devant les risques de concurrence de la CFT.

Du côté de l'opposition, on critique la réforme Sudreau : le PCF lui reproche avant tout de ne pas supprimer les dépenses « occasionnées par l'absentéisme, la rotation, les accidents du travail, les conflits sociaux, les goulots d'étranglement dus au rythme excessif des cadences, la retouche à la sortie des chaînes, le non-emploi des qualifications acquises, la dégradation nerveuse des travailleurs ».

Les accidents du travail

C'est aujourd'hui que devrait être voté le seul texte du projet Sudreau soumis aux parlementaires lors de l'actuelle session de l'Assemblée Nationale. Ce texte de 34 articles fait l'objet de 150 amendements, pas un de moins !

Ce texte propose une intégration de la sécurité dans les conceptions spatiales et architecturales des bâtiments industriels et agricoles, le renforcement des moyens d'intervention de l'inspection du travail, et une amélioration de la réparation des accidents du travail par la Sécurité Sociale. L'opposition du CNPF vient de ce que la « responsabilité pénale de la personne physique » - c'est-à-dire du patron ou du cadre, en cas de délégation par écrit des responsabilités - est affirmée. Après ce que le CNPF a appelé les « Affaires » Chapron et Planché, il réclame que la responsabilité du patron ne joue qu'en cas de « faute personnelle », ce qui lui permettrait de ne pas payer les assassinats de travailleurs dus à l'organisation capitaliste du travail.

Bref, quand le PC critique la réforme au nom de ce qui coûte cher au patronat et pas au nom de l'intérêt des travailleurs qui est la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail, le PS, lui, se contente d'affirmer que la réforme a ses limites, puisqu'elle n'engage pas l'autogestion, mais que néanmoins, elle apporte des « réponses partielles » aux revendications des travailleurs. Il est vrai que les propositions de Sudreau s'inspirent du « programme commun ».

Et certaines d'entre elles sont déjà appliquées dans les usines. Ainsi le travail à la carte : « Un traquenard qui nous pousse à la course permanente » affirment les employées des AGP ou bien l'élargissement des tâches : « Chaque ouvrière a deux ou trois opérations à effectuer sur des machines à laver groupées pour l'occasion. Les ouvrières suivent la chaîne. Une fois leurs opérations terminées, elles reviennent en arrière pour reprendre deux nouvelles machines... Le soir, elles sont exténuées. Un jour, ce sont trois machines qui les attendent ; elles se sont mises en grève », déclarent les femmes de Brandt-Lyon. L'élargissement des tâches, « c'est l'enfer qui évite de remplacer les absents, et nous monte les uns contre les autres », disent les ouvrières de Bourgogne-Électronique. Or, à B-E, vingt-trois ouvrières sont traînées devant les tribunaux pour fait de grève. La « réforme de l'entreprise » est indissociable de l'ordre patronal, elle est le rideau de fumée qui vise à cacher la répression renforcée des luttes ouvrières.

Camille NOEL

Ce que propose Sudreau

Renforcer l'entreprise comme « communauté humaine », par des dispositions visant à la prévention des accidents du travail, l'élargissement de l'information du comité d'entreprise, et la faculté, pour les ouvriers de s'exprimer sur leurs conditions de travail. Sudreau recommande particulièrement aux patrons de réunir périodiquement les ouvriers, dans les ateliers, ou au niveau des équipes de travail, pour parler de l'organisation des tâches.

Accroître l'efficacité des entreprises, avec aide de l'Etat à la création des PME, système de prévention des difficultés de gestion, dont les patrons deviendraient financièrement responsables sur leurs fortunes personnelles et « rajeunissement » des dirigeants d'entreprise.

Accroître la participation dans les entreprises, en insistant, à titre facultatif de délégués minoritaires du personnel dans les conseils de surveillance des sociétés de plus de... 2000 salariés. Pour Sudreau, il s'agit de « surveiller », non de « gérer ».



GISCARD À LA BARRE, C'EST LA FEMME AU FOYER !

Monsieur Dassault fait du social. Dans le dernier numéro de sa revue « Jours de France », entre deux publicités pour une marque de cigarettes et des maillots de bain pour femmes, on y trouve un condensé de la pensée « sociale » de Dassault, sous forme d'une enquête Sofres-Jours de France. Les résultats de cette enquête sur les « Problèmes de la Famille : le travail des Femmes », sont présentés comme étant une information capitale, rien de moins. Selon ce sondage, pour 60% des hommes et 58% des femmes : « La femme a raison de rester à son foyer car elle montre qu'elle est vraiment dévouée à sa famille ».

Dans le même temps, 68 % des femmes souhaiteraient un « Ministère de la Famille » ; 53 % d'entre elles désireraient avoir trois enfants contre 42 % pour les hommes. Une forte majorité (plus de 90 %) se dégagerait en faveur de l'arrêt de travail des femmes après le premier enfant. Or on ne dispose d'aucune indication sur les

personnes interrogées et leur origine sociale ; mais on peut constater combien les questions sont savamment orientées (style : « une femme est-elle plus heureuse quand elle travaille que quand elle s'occupe de son foyer ? »). Les conditions de travail réservées aux ouvrières dans les usines laissent présager de la réponse).

Toutefois, le clou de cet interview est la question de savoir si « une femme a raison de rester à son foyer quand on voit comme il est difficile pour une femme de trouver un emploi intéressant ». 17 % des hommes et 18 % des femmes répondent oui, seulement. Car cette question traduit bien le but de la campagne réactionnaire de Dassault Marcel. Au moment où Dassault Serge, le fils, plaide pour la liberté des patrons de licencier leur personnel comme bon leur semble, le père tente de faire croire que la majorité des Françaises seraient en faveur du retour des femmes dans leurs cuisines et lingerie. « Cette majorité réclame de façon impérative, la présence de la mère à son foyer, comme garantie de la formation des enfants, et de la vie

possible des ménages. Il y a là, au-delà des espérances une réalité qui éclaire l'avenir », n'a pas peur d'écrire Dassault. Car, pour Dassault, si aucun emploi intéressant n'est proposé aux femmes, elles doivent regagner les pouponnières, mais non se battre pour le droit de la femme à l'emploi et la qualification. Une telle campagne grossière et réactionnaire a contraint Giroud à la démasquer, au moyen d'un autre thème démagogique : « La question qu'il fallait poser, c'était celle de savoir si les Français veulent payer 40 % de plus d'impôts pour verser un salaire aux ménagères ». Quoiqu'il en soit, après avoir crié « Giscard à la barre », « Jours de France », devant le million et demi de chômeurs, croit bon de crier : « la femme au foyer ! »

Grandeur et misère du « médiateur »

Aimé Paquet a refait surface ! C'était à l'occasion de la présentation de son bilan annuel pour 1975. Pour ceux qui l'auraient oublié, Aimé Paquet est notre « gentil médiateur ». A quoi sert-il ? Essentiellement à donner suite aux plaintes des « citoyens » envers l'administration, dont Paquet a tenu à souligner l'esprit de « routine » et le « manque d'initiative ». L'an dernier, 3 541 plaintes, transmises par les députés et sénateurs (car on ne peut lui écrire directement !) ont été reçues, mais 40 % furent déclarées irrecevables. Seuls, 22 % des dossiers auraient reçu une « heureuse conclusion ». Par ailleurs, Paquet a annoncé qu'il avait émis 90 propo-

sitions de réformes des relations administration-administrés, dont 24 ont été satisfaites. Toutefois, pour M. Paquet, les Français ignorent encore trop l'existence de leur « médiateur ». Il est vrai que la peur d'être relégué dans les profondeurs de l'oubli, avait décidé Pinay, le premier « médiateur » à démissionner et à faire ses... paquets !

• CORSE
Une bombe a éclaté hier près du barrage de Corte. Rappelons que le procès de Siméoni et des autres militants de l'ARC s'ouvrira le 17 mai prochain, devant la Cour de Sûreté de l'État.

Suite de la Une

La manœuvre était en cours dans l'après-midi contre trois «licenciés» CGT : en effet, une réunion de syndiqués CGT était convoquée à 17 H dans l'enceinte de l'usine afin qu'ils ne puissent pas y assister, avec la raison officielle que les travailleurs ne se déplaceraient pas si c'était à la bourse du travail. Un autre argument employé pour faire

échouer les débrayages mercredi était qu'il ne faut pas épuiser ses forces avant la journée nationale du 13, alors que l'initiative de mercredi et l'initiative du 13 ne sont contradictoires. Malgré ces manœuvres, mardi soir, la majorité des 23 était décidée à y faire face et à imposer leur réintégration.

Y. CHEVET

Bar-Lorforge (Custines - Meurthe et Moselle) Nouvelle attaque de la direction, sept militants CGT au tribunal pour «entrave à la liberté du travail» !

En grève depuis trois semaines pour les salaires (6 % d'augmentation, 200 F de prime de vacances), les travailleurs décidaient l'occupation lundi matin.

Mais les idées légalistes n'avaient pas été complètement combattues et même, renforcées par le P«C»F sous couvert de la CGT de Nancy et Pompey.

Cependant, si l'occupation a été décidée lundi matin, c'est bien parce que les formes de lutte prônées par le P«C»F apparaissaient bien inefficaces (piquet de grève passoire...) face à un patron qui ne veut rien céder et qui est prêt à tout pour casser la volonté de lutte : jeudi dernier, le directeur fonçait sur le piquet de grève avec sa voiture, blessant un ouvrier. Hier matin, devant la décision d'occupation : le patron citait sept militants CGT au tribunal des référés pour «entrave à la liberté du travail». Hier soir, à 17 H, le jugement n'était toujours pas rendu... Quelque soit le résultat de ce jugement, la situation montre clairement que face à l'intransigeance de la bourgeoisie, les travailleurs de Lorforge ont besoin du soutien le plus large. Mais ce soutien, ce n'est pas auprès des cadres ou ingénieurs (ni auprès des commerçants de Pompey comme le propose le P«C»F) qu'ils le trouveront, mais auprès de la classe ouvrière de Pompey. Contre les sanctions à Lorforge, pour la victoire sur les salaires, organisons le soutien !

Correspondant Pompey

Lyon : Monin veut briser la grève mais elle se renforce !

Hier, mardi, comme la veille, un rassemblement d'une centaine de personnes a eu lieu devant le camp de Sathonay pour empêcher l'armée de ramasser les ordures. Cette fois-ci, les flics présents ont procédé aux vérifications d'identité des manifestants. Les camions qui passent la nuit dans le camp militaire sont tout de même sortis mais, la grève se renforce puisque les chauffeurs de Monin refusent toujours de conduire les véhicules sous la protection des flics. Un film sur la grève doit être tourné afin de la populariser plus largement. Du côté de la direction, c'est toujours la même intransigeance : Monin ayant proposé une entrevue aux délégués le lundi, ceux-ci se sont présentés et ont été reçus par un comptable qui leur a fait comprendre que s'ils ne changeaient pas d'avis, il n'y aurait pas de discussions. Ce soir, une entrevue doit avoir lieu encore et les travailleurs ne sont pas décidés à se laisser faire ! «S'il satisfait nos revendications, alors on reprend le travail, sinon qu'il ne croit pas qu'on va rentrer !».

Correspondant Lyon

«Le compresseur frigorifique» (Montluel-Ain) Non aux 176 licenciements !

La vague de répression contre les travailleurs en lutte continue de déferler. L'arrogance des capitalistes ne connaît plus de bornes. Les atteintes aux libertés démocratiques et aux droits syndicaux sont chaque jour plus graves.

La direction de l'entreprise «le Compresseur Frigorifique» à Montluel dans l'Ain, vient de décider le licenciement de 176 personnes dont la totalité des délégués du personnel et du comité d'entreprise pour «faute professionnelle».

Déjà, le 29 avril, le tribunal avait ordonné l'évacuation de l'usine occupée. Maintenant, la direction veut d'un seul coup briser la lutte, décapiter l'organisation syndicale et obtenir les licenciements qu'elle voulait aux moindres frais. Comme à Bourgogne Electronique : organisons la riposte sans plus tarder !

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

FOYERS SONACOTRA : L'EXTENSION DE LA LUTTE SE FERA CONTRE LES MANŒUVRES RÉVISIONNISTES !

Hier, à l'heure du repas de midi, nous lisons, avec des travailleurs du Foyer Sonacotra de Bagnolet, les trois colonnes crapuleuses parues la veille en page 6 de «l'Humanité» qui présente comme des victoires la fin de la grève des loyers dans deux foyers Sonacotra de Strasbourg et «l'élection» d'un comité de résidents au Foyer Allende de Saint-Denis.

«C'est incroyable, lance un travailleur algérien, ils

Et ce comité doit certainement à son «caractère démocratique» d'avoir été reconnu comme «seul interlocuteur valable» par la Sonacotra alors que le Comité de Coordination des Foyers en lutte est toujours en butte à l'ignorance, au mépris et aux attaques répressives de la Sonacotra.

UN DÉLÉGUÉ : «MAIS ILS VEULENT NOUS ACHETER !»

Mieux encore : «La Sonacotra, ajoute l'«Humanité», s'engage à protéger les délégués et à faciliter le travail des comités. La Sonacotra s'est engagée à rembourser les pertes de salaires résultant de l'accomplissement du mandat de délégué et à fournir à ces délégués des stages de formation» (!) «Tu te rends compte, s'exclame un délégué, mais ils veulent nous acheter ! Dire qu'il y a trois semaines, le gouvernement expulsait de la manière la plus ignoble 16 camarades qui n'ont toujours pas le droit de revenir en France». Ne doutons pas que pour gagner les faveurs de Mr Claudius-Petit, il a certainement fallu aux «délégués» de St Denis faire acte d'allégeance et donner des gages de bonne volonté dans la collaboration avec la Sonacotra. «Comme ça, dans ces foyers là, il n'y aura plus besoin de gérants !» ajoute en riant un jeune travailleur tunisien.

Les quelques foyers que les révisionnistes, main dans la main avec la Sonacotra, ont réussi à faire reprendre sont ceux-là précisément où leur intervention se fait la plus voyante et la plus massive possible depuis plusieurs mois. «Ils viennent à 30 ou 40 de l'extérieur, explique un travailleur, et toujours aux assemblées générales. Ils font du chantage à la répression, disant : «si vous continuez la grève, tous les camarades seront expulsés». Ou alors, ils répandent des calomnies sur les délégués qui ne sont pas d'accord avec eux».

UNE VICTOIRE ?

Au Foyer Allende, la reprise s'est faite avec une baisse de 50 centimes par jour sur le prix des loyers. A Strasbourg, 40 centimes de réduction. Ce qui fait

que le loyer restera à 220 ou 250F par mois pour les 5 ou 7 m² attribués à chaque résident ! Et les révision-

disent : «pour la première fois, un comité de résidents élu démocratiquement». Et les comités de résidents qui ont été élus dans les foyers en grève depuis un an, qu'est-ce que c'est à leurs yeux ? Rien du tout ? Car l'élection dont «l'Humanité» célèbre les louanges s'est déroulée sous le strict contrôle d'un parterre de notables révisionnistes de la municipalité de St Denis et d'un représentant de la Sonacotra, dépêché sur les lieux par Claudius-Petit.

migrés. C'est bien, en fait, l'extension de la lutte et l'élargissement de la popularisation qui réduiront

à néant les espoirs des révisionnistes de faire échouer la lutte.

Julien LEBLOND



Une conférence de presse d'autosatisfaction et de division

C'est dans les luxueux salons de l'hôtel «Lutétia», 45, bd Raspail à Paris, qu'avait lieu hier matin une conférence de presse convoquée par la CGT, la CFDT, la FEN, l'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens) et l'AAE (Amicale des Algériens en Europe). Cette conférence clôturait une «semaine d'action» (du 3 au 8 mai) sur les problèmes de l'immigration qui était passée plutôt inaperçue...

Dans de longs exposés, chaque organisation dénonçait, chiffres à l'appui, les conditions de travail et de vie des immigrés, les campagnes et attentats racistes, la sauvage répression et les exactions policières dont ils sont les victimes.

Mais les propositions d'actions n'étaient pas nombreuses, pour ne pas dire inexistantes. Séguy, par exemple, n'offrait d'autres perspectives aux travailleurs immigrés que de faire monter une partie d'entre eux dans l'appareil syndical ! De longues palabres creuses, des congratulations mutuelles, mais rien de concret !

Pourtant la question qui préoccupe nos frères immigrés aujourd'hui, c'est bien leur lutte dans les foyers casernes de la Sonacotra

contre les loyers trop chers et la répression. Il en a bien été question au cours de la conférence, mais entre autres choses, en mettant en avant les soi-disant succès obtenus au foyer Allende de St-Denis et dans ceux de Strasbourg, et sans jamais parler du comité de coordination (l'instance que se sont donnée les travailleurs immigrés et qui a fait la preuve de sa représentativité en rassemblant dix mille personnes au lendemain des seize expulsions) ! A un journaliste du Quotidien du Peuple qui s'en étonnait, il fut répondu que cette représentativité était «contestable», qu'il y avait «à boire et à manger» dans le comité de coordination et que, de toute façon, le but de ce comité n'était pas la satisfaction des revendications des résidents mais la création de «centres d'agitation permanente dans les foyers» ! Les milliers de travailleurs immigrés qui ont à se battre contre les manœuvres de division et de récupération de leur lutte (notamment par le P«C»F) apprécieront sûrement ces propos !

Contre la politique révisionniste du P«C»F qui multiplie les manipulations pour tenter de s'imposer dans les foyers, la riposte doit être à la mesure de ces attaques !

Gérard PRIVAT

LUTTES OUVRIERES

GRÈVE À SAINT ETIENNE DANS LES TRANSPORTS URBAINS

Pas de trams mais un tract ! Vendredi 7 mai, les travailleurs sont arrivés en retard à l'usine, il n'y avait ni trams, ni bus, c'était la grève de la CFVE. Car, mardi 4 mai, un agent du service technique, père de deux enfants, était traduit devant le conseil de discipline pour une faute bénigne. La faute serait de s'être servi d'un chalumeau de l'atelier pour redresser une clé ! Malgré la décision du conseil de discipline de prendre des sanctions légères, la direction de la CFVE a passé

outré et infligé à cet ouvrier une peine de 21 jours de suspension, sans solde, sans couverture sociale pendant cette durée. Devant l'intransigeance de la direction, il n'y avait pas de temps à perdre pour riposter, immédiatement pas de trams et toute la circulation arrêtée. Des équipes de traminots quadrillaient la ville diffusant des milliers de tracts et en collant sur les abris de bus et ils engageaient la discussion avec la population.

LA CFVE : UN TRUST GLOUTON

Devant le dépôt, des grévistes discutent avec les camarades du PCRml de Saint-Étienne : « La CFVE a les dents longues depuis qu'elle a obtenu des transports urbains stéphanois et pas mal de services dans d'autres grandes villes françaises. Derrière elle, des banques dont on ne sait pas grand-chose, sinon leur soif de profit. Ainsi, depuis deux ou trois ans, il y a eu d'abord la suppression des

guichetières dans le tram, ce qui constitue une surcharge de travail pour les conducteurs, une gêne pour les travailleurs et un facteur de chômage. Ensuite la création des couloirs de circulation qui avaient été demandés par les conducteurs a servi à la compagnie pour augmenter le nombre de navettes par conducteur car ça augmentait sa charge de travail, enfin la compagnie utilise du matériel vétuste (certains bus utilisés ont été rachetés d'occasion à Marseille). Ainsi les employés de CFVE avancent leurs revendications sur les conditions de travail, sur la sécurité, sur les salaires et contre la répression.



Après la grève des traminots de Lyon, ceux de St Etienne

QUESTIONS SYNDICALES

LA PRÉPARATION DU 13 MAI DANS LES PTT

Les responsables révisionnistes dans la CGT-PTT ont déjà affûté leurs arguments pour «entraîner les postiers dans l'action le 13 mai». Pour eux, ce sera une journée «nécessaire pour faire converger toutes les branches de l'économie», contre «l'accentuation de la crise et la politique globale du gouvernement». Pour ce faire, ils comptent en arriver à mobiliser largement sur «les salaires, l'emploi et les libertés».

FAIRE LE 13 MAI POUR SE COMPTER ?

C'est une étape selon certains dirigeants P«C»F de la CGT-Austerlitz dans la campagne de recrutement des trois millions d'adhérents, expliquant qu'il fallait «une CGT forte pour l'avenir, notamment avec la venue de la gauche au pouvoir». Levier pour des opérations révisionnistes réalisées au nom de la CGT et de son renforcement ? Ce n'est pas ce qu'attendent les travailleurs, ce n'est pas pour cela non plus qu'un certain nombre d'entre eux, malgré leur écœurement, participeront à la journée du 13. De vives interpellations ont déjà eu lieu dans les centres à ce sujet ! Si parmi les syndiqués CFDT comme CGT, l'idée de ne pas passer pour un «jaune», de montrer quand même son mécontentement, est présente, à coup sûr, «les 24 H y'en a marre !» Après une série ininterrompue (et quasiment mensuelle) de journées d'action (depuis le 23 septembre...), les postiers sont excédés, comme presque tous les travailleurs soumis à une telle gymnastique ! Tout ce qu'un pont P«C»F responsable de la CGT des tris parisiens a su dire à ce sujet, c'est que «les 24 H ont déjà porté des coups terribles au pouvoir : à preuve, ses reculs aux cantonales !» Cette élucubration tombe complètement à plat chez les postiers ! «Si on va par là, pourquoi ne pas attribuer la victoire de Royer à Tours à l'insuffisance de la journée d'action sur la sécurité du 6 mai ?» De telles réflexions ironiques ponctuent l'«engagement» en fait désabusé des postiers pour ce 13 mai :

marquer un refus de la politique de crise, d'accord, mais pas pour servir de faire-valoir au programme commun, ni simplement «se compter» !

PRÉPARER LE 13 MAI DANS LA DIVISION ?

Qui plus est, la préparation de la journée du 13 est l'occasion, aux postes, d'une nouvelle débauche de sectarisme syndical, d'esprit de boutique. Les conséquences des querelles P«C»/PS se font sûrement sentir sur le terrain syndical : la CGT dénonce la CFDT pour son «aventurisme» et prétend qu'en mobilisant plus sur le démantèlement, que sur les salaires elle «divise et affaiblit l'action du 13 mai»... La CFDT, elle, de son côté, joue à fond l'esprit de chapelle syndicale, mélangeant à dessein les reproches justifiés à la ligne révisionniste suivie par la CGT et «l'anti-cégétisme primaire» et accumule les revendications catégorielles dans ses appels... pour être plus sûre d'avoir du monde jeudi !

Non, décidément, ce n'est pas ainsi qu'on établira le rapport de force d'ensemble qui porterait des coups décisifs au pouvoir !

Stéphane RAYNAL

AMBULANTS PTT : 24 H DE GRÈVE... MAIS EN UNE SEMAINE !

Pour la journée d'action du 13 mai, les postiers «ambulants» ont été, comme d'habitude, mobilisés sur la semaine entière, du fait de leur rythme de travail : commencée lundi soir, l'action s'étalera jusqu'à la fin de la semaine, par tranches de mobilisations successives. En effet, les ambulants partant pour quatre jours d'affilée, ne peuvent faire grève qu'au départ ou à la descente de train (début ou fin du poste de quatre jours)... D'où des préavis couvrant toutes les équipes et une journée du 13 mai... qui a commencé le 10 mai au PLM !

QUI VEUT CASSER LA LUTTE ?

Que signifie cette répression sur les travailleurs sinon un acte délibéré pour faire peur aux autres, pour remettre au pas les plus actifs ? C'est pour cela que la solidarité contre cette répression est importante. A la CFVE, on sait bien que Durafour, la presse et bien d'autres vont tenter de monter la population contre les grévistes. Est-ce que la population sera trompée par ces démagogues qu'elle connaît trop bien ? Est-ce que les travailleurs de Sablé et de la Soma, ITT Claude, tous ceux de ces boîtes en lutte qui viennent d'affronter la répression, est-ce que ces travailleurs vont se désolidariser de leurs camarades de la CFVE ? Ce ne sera pas facile pour la bourgeoisie car la situation de ce travailleur privé de salaire pendant 21 jours, privé d'allocations familiales et de Sécurité Sociale, avec une prime de fin d'année et de congés payés amputée, cette situation là, elle parle aux cœurs des autres victimes de la crise capitaliste et dans la ville du ministre du chômage, les victimes sont nombreuses !

Corr. St-Étienne

en bref

● Liquidation des usines du trust Roffo-Akesson : Une vingtaine d'entreprises du groupe Roffo (un «spécialiste» du rachat d'usines en difficultés : machines agricoles, machines-outils etc, qui l'an dernier avait fait payer de 160 licenciements la «reprise» de Garnier à Redon) sont aujourd'hui en liquidation judiciaire. Le trust du suédois Bertil Akesson est maintenant touché par les «difficultés» dont il vivait jusqu'ici... A Redon, à Civray, Mirebeau, etc... les ouvriers n'admettront pas ce «redéploiement» au prix de centaines de nouveaux licenciements !

Blanchisseries de Grenelle (Issy les Moulineaux)

aujourd'hui les chiens policiers, demain les CRS ? RIPOSTONS !

Depuis le 23 avril, les travailleurs et travailleuses de la blanchisserie de Grenelle, à Issy les Moulineaux ont arrêté le travail. Hier, comme chaque matin, les travailleurs se retrouvaient pour décider de la poursuite du mouvement.

A l'origine de cette lutte, de multiples revendications : «Les 1800F minimum, la suppression du salaire au rendement, 15 mn de pause pour le casse-croûte, l'augmentation de la prime de vacances. La lutte d'aujourd'hui qui s'ajoute à celle victorieuse de 75 (5^e semaine de congés payés pour ceux ayant plus de 6 ans d'ancienneté) met en pièce définitivement les moyens que la direction a mis en œuvre pour duper les travailleurs. Ces dernières années, ce fut la participation : «Ils ont essayé de mettre en place le truc à De Gaulle, la participation aux bénéfices, mais on n'a jamais rien touché, et de toute façon, ce n'est pas ce qui nous intéresse».

Mais face à ces tentatives, ce qui s'est construit petit à petit, c'est la conscience de l'exploitation commune : «Pour gagner, il faut que nous soyons unis ; les travailleurs immigrés ? Ils sont formidables». Et cela, la direction ne peut l'accepter : alors, elle frappe.

«NOUS AVONS EMPÊCHÉ LES CADRES DE REPRENDRE L'USINE»

En l'espace d'une semaine, ce n'est pas moins de deux fois que les délégués CGT viennent de passer devant le tribunal ! Pour la direction, il s'agit de faire cesser la grève qu'elle nomme «illégal», en obtenant l'expulsion des grévistes, la réouverture des grilles, solidement gardées, et d'arriver à faire rentrer les cadres pour qu'ils remettent en route la production !

Un premier recul a été infligé au patron. Le tribunal, il y a huit jours, était contraint de refuser l'expulsion parce que les travailleurs, quelques jours avant, ont montré qu'ils étaient déterminés à défendre l'usine : «Il y a quelques jours, nous dira une ouvrière, les cadres et la maîtrise ont tenté de forcer l'entrée. Alors, Français, immigrés, au coude à coude, nous avons empêché cela. Ils ont renoncé». C'est cette voie qu'il faut suivre !

Mais cette première riposte très positive, suffira-t-elle à faire céder la direction ? La répression est-elle finie ? Ici, deux points de vue existent : Certains nous disent : «Non, la direction n'ira pas plus loin. Nous expulser de l'usine ? Non, le patron n'a jamais fait ça. Il va négocier cette semaine, c'est prévisible. Il faut négocier». D'autres disent : «Non, il ne cédera pas comme ça.

Il a des consignes des autres patrons. L'expulsion, ça peut arriver».

Effectivement, il ne cédera pas comme ça. Certes, il négociera peut-être dans les quelques jours qui viennent mais en cherchant à casser notre rapport de force (arrêt de la production) avant. Reprendre l'usine, nous dissuader de mener la lutte à l'avenir, tel est son but. Alors, quelle riposte ? Là encore, certains travailleurs disent : «S'ils envoient les flics, on sera obligé de laisser faire». D'autres : «Il faut absolument l'empêcher. Si les cadres, la maîtrise rentre pour remettre l'usine en marche, c'est foutu, ça risque de s'effriter». «La deuxième séance du tribunal a permis l'occupation pendant huit jours encore. Mais après ? Si le tribunal demande l'évacuation, il faut l'empêcher».

Il faut l'empêcher et s'en donner les moyens. Car, si la plupart des grévistes se voient chaque jour en assemblée générale, le reste de la journée, ils sont chez eux, ou viennent un moment car ils doivent s'occuper de leurs enfants. En cas d'attaque, que faire alors ? Il est nécessaire de surmonter les obstacles qui font que les travailleurs ne participent pas activement à l'occupation et à la mobilisation de la population.

N'oublions pas que la direction a réussi à faire rentrer dans l'usine des vigiles avec des chiens policiers, des matraques sous prétexte que les travailleurs allaient tout casser ; nombreux, nous pouvions l'empêcher. Beau coup de travailleurs disent «trois semaines de lutte : on ne peut pas s'arrêter !» Alors, il nous faut faire échec à la répression patronale !

Richard FEUILLET

POLITIQUE

8 PDG inculpés, un magistrat déplacé par Lecanuet

MAREE NOIRE POUR LES PETROLIERS

Les profits des pétroliers font l'objet d'une vigoureuse querelle entre partis bourgeois de droite et de gauche. De la simple dénonciation des profits, on est passé à la révélation publique de documents, comme celui donnant les détails de la fusion SNPEA - Elf Erap qui a valu à Philippe Simonnot la perte de son poste de journaliste au «Monde». Le journal de Gaston Deferre publie depuis hier une enquête sur les scandales du pétrole.

Parallèlement à l'affaire Simonnot, un autre scandale refait surface, mis en lumière par la décision brutale de Lecanuet qui vient de déplacer le substitut au Tribunal de Commerce de Marseille, chargé du dossier de l'affaire des ententes entre trusts. Etienne Ceccaldi, membre du Syndicat de la Magistrature, a été nommé à Hazebrouck, petite ville de 18.000 habitants dans le Nord de la France, pour l'empêcher de révéler toute la vérité. Par ailleurs, «le Nouveau Journal» révèle que la «Commission des Ententes» a décidé «de blanchir les Compagnies».

LA MAFFIA DU CARTEL PÉTROLIER

L'affaire de Marseille a éclaté en 71, lorsqu'un petit revendeur en produits pétroliers, M. Bodourian, dépose plainte entre les mains du doyen Locques. Il accuse le Cartel Pétrolier de l'avoir acculé à la faillite. Une enquête est menée par la brigade nationale des enquêtes économiques et par la section financière de la police judiciaire. Deux ans après, en 73, Etienne Ceccaldi révèle publiquement devant le tribunal de Commerce de Marseille l'existence d'un vaste réseau de fraude animé par les responsables des grandes compagnies. Dans le dossier, quarante-deux inculpations dont les PDG de huit trusts pétroliers Total, Elf, Antar, Shell, BP, Esso, Fina, Mobil.

Le scandale atteint toute la haute industrie, certains hauts fonctionnaires et deux compagnies d'État.

UN PILLAGE SCIENTIFIQUE

Les pétroliers avaient mis au point un fichier (saisi par les enquêteurs) où étaient consignées toutes les collectivités publiques, tous les utilisateurs de produits pétroliers. Chaque semaine, dans les locaux de l'Union Syndicale de l'Industrie pétrolière, les dirigeants se réunissaient pour se partager à l'amiable les adjudications. La méthode était remarquable de simplicité. Un pétrolier, déterminé à l'avance, proposait un prix convenu avec les autres, quelques autres suivaient en proposant des prix supérieurs. Ainsi la suppression de la concurrence était réalisée et les trusts imposaient leurs prix, leurs hausses, leurs conditions. Les «victimes» : mairies, écoles, hôpitaux, hospices. Le dossier est énorme et gênant pour le gouvernement : pendant la campagne présidentielle de 74, le dossier est retiré des mains du juge instructeur. Il



faudra près de quatre mois pour qu'il le récupère et qu'il puisse passer aux inculpations ! Des dizaines de milliards ont été escroqués de cette façon.

LE PÉTROLE : UN BON CARBURANT POUR L'UNION DE LA GAUCHE

S'emparant de ces dossiers à scandale, les partis de gauche tentent d'en tirer profit politiquement. Depuis l'an dernier, le P«C»F bat campagne contre les trusts pétroliers. Prenant cet exemple, particulièrement scandaleux, de profit et de corruption qui sont au fond la règle dans toute société capitaliste, le P«C»F cherche à avan-

cer son projet de nationalisations et de «moralisation» de l'économie pour convaincre de la nécessité d'instaurer un capitalisme d'État. Il en fait d'autant plus un cheval de bataille que, d'après la revue patronale du pétrole, certains partis de gauche (le PS probablement) auraient reçu des pots de vin des pétroliers.

Pour le PS, l'enjeu, c'est la bataille des municipales. Le scandale de Marseille touche d'ores et déjà 5 550 villes de France qui ont porté plainte. A quelques jours de son congrès extraordinaire pour la préparation des municipales, le PS semble vouloir se servir de cette affaire pour renforcer ses positions élec-

INTERVIEW DE PHILIPPE TEXIER DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

QdP : Que penses-tu de l'éloignement d'Etienne Ceccaldi, muté à Hazebrouck ?

— Cette affaire est à rapprocher de toute une série d'affaires qui ont lieu depuis un certain temps, notamment ce qui s'est passé au ministère où un sous directeur s'est fait muter dans des conditions tout à fait comparables. Un certain nombre d'autres ont eu les mêmes ennuis à cause de leur appartenance au Syndicat. Dans le cas de Marseille, on se rend compte qu'une section financière qui faisait un travail trop efficace est démantelée progressivement. Les gens qui étaient à cette section en sont partis les uns après les autres. Si Ceccaldi s'en va, il n'y a plus de section financière ! Habituellement lorsqu'on mute quelqu'un, on l'avise avant et on lui demande son accord. Ceccaldi a appris sa mutation par le Journal Officiel qu'il a du lire en arrivant à son bureau ! Pour n'importe quel magistrat, Hazebrouck, on sait ce que cela veut dire : c'est une toute petite ville, en zone rurale. Il est clair que dans cet endroit là, il ne pourra trouver des affaires financières ! On veut l'écarter du service qu'il occupe, ceci est extrêmement grave !

QdP : Quels intérêts sont derrière ?

— Il y a d'énormes intérêts derrière. Des représentants des pétroliers ont été reçus par le premier ministre, il y a deux ou trois jours, c'est tout de même une curieuse coïncidence ! On a l'impression que l'on ne veut pas que l'affaire de Marseille aboutisse !

torales, aussi bien aux dépens de la majorité qu'à ceux du P«C»F. De surcroît, il ne lui déplaît pas de ravir au P«C»F l'arme du pétrole qui est un grand thème de dénonciation de ce parti.

L'affaire des pétroliers présente, de ce point de vue, deux aspects. D'un côté, elle met à nu la logique impérialiste du profit, ses rouages, la désinvolture avec laquelle les trusts s'enrichissent sur le

dos des travailleurs.

L'autre aspect, c'est le caractère démagogique et électoraliste avec lequel les partis de gauche s'emparent de ce thème au profit de leurs projets politiques bourgeois. Jeter à bas le système impérialiste, dont les pétroliers ne sont qu'une des expressions, pour l'Union de la Gauche, il n'en est surtout pas question !

Pierre PUJOL

VIE QUOTIDIENNE

COMMENT LA BOURGEOISIE EXPULSE LES TRAVAILLEURS !

Vendredi 7 mai, à 14 h 30, à Montrapon (Besançon), huissier et flics, tous ces ennemis de la classe ouvrière étaient là pour procéder à l'expulsion du couple Guillaume.

Lundi 3 mai, cette famille reçoit un «avis de déguerpir» leur donnant 24 H pour évacuer l'appartement. Cet avis mentionnait que l'intervention de la force publique serait requise si le couple s'obstinait à refuser de «déguerpir».

EXPULSÉS AVEC LA COMPLICITÉ DES «SOCIALISTES» DE LA MUNICIPALITÉ...

Avec le comité de lutte contre le chômage, et muni

de l'avis, Norbert se présente à la mairie pour demander des comptes. Une première entrevue avec M^r Bonnefoy (adjoint au maire) nous montre déjà à qui nous avons affaire. Sans écouter les explications données par ce travailleur (qui est resté un an et demi au chômage sans indemnité entre autre), il affirme : «Vous comprenez, on ne peut pas vous reloger, je suis président des HLM, et si c'est pour faire pareil !».

LE LENDEMAIN L'ACCUEIL EST ENCORE PLUS NET

Il nous assure avec force qu'il n'y aura pas expulsion. Nous lui signalons que la municipalité a donné son accord pour l'expulsion : «Mais qu'est-ce que vous racontez ! La municipalité n'a

pas ce pouvoir, elle donne seulement son avis pour l'obtention de la force de l'ordre» (!)

«C'est justement cet accord que vous avez donné !» lui a-t-on répondu.

Vendredi à 14 H, Norbert était chez lui, quand ces «messieurs» arrivèrent. Des chevrons furent cloués derrière la porte pour les empêcher, une fois le verrou ouvert par le serrurier, d'entrer. Pendant plus d'une demi-heure, les flics s'acharnèrent à coup de marteau sur la porte.

Une fois à l'intérieur de l'appartement, «ils se firent forts d'appliquer les bons principes du libéralisme musclé de Giscard : il ne reste plus rien dans l'appartement. Tout a été emmené par les démolisseurs sur ordre de l'huissier, Norbert ne peut

même pas prendre ses papiers, ses photos...

Mais tout ne s'est pas passé sans créer quelques problèmes : après discussion avec les trois déménageurs, ceux-ci étaient prêts à repartir avec le camion : sous la pression du patron, deux travailleurs se résignèrent à faire ce sale travail, tandis que le plus âgé, devant son patron, est venu dire à Norbert : «Je suis de ton côté» et il a refusé de travailler.

MOBILISONS-NOUS POUR IMPOSER LEUR RELOGEMENT

Le comité de lutte a pris en main un plan d'intervention pour mobiliser les habitants du quartier et la population pour imposer le relogement de Norbert et de sa famille !

en bref... en bref...

● ITALIE : On a retrouvé 914 morts. Hier, la cinquième secousse tellurique a été ressentie dans la région sinistrée, causant de graves dégâts matériels, mais aucune perte en vies humaines. La moitié des 50 000 rescapés a été provisoirement hébergée dans des camps de toile, fournis par l'armée US stationnée en Italie. Toutefois, les partis de gauche bourgeois italiens dénoncent «les retards, la désorganisation et l'inefficacité des secours» organisés dans la région d'Udine.

AUTORISATION

POUR DE DANGEREUX COLORANTS

L'amarante, ou E 123, a été autorisée de nouveau pour 18 mois : ce colorant chimique est largement utilisé par les industries de confiseries. E 123 a déjà été interdit aux USA et en URSS comme colorant cancérigène.

D'autre part, certains croient avoir trouvé la solution miracle à la crise viticole : ils voudraient extraire, à partir de la vigne (au lieu de la distiller), des colorants naturels anthocyaniques, recherchés dans l'industrie pharmaceutique, et récupérer les tartrates et l'huile de pépin.

Un laboratoire a été ouvert à Narbonne, avec un système d'absorption des matières colorantes de la vigne par du talc, puis dilution du colorant dans de l'alcool éthylique. De grands laboratoires pharmaceutiques auraient déjà passé des contrats avec ce laboratoire.

INTERNATIONAL

Liban :

LES MASSES S ORGANISENT EN COMITES POPULAIRES

Pendant les événements au Liban, plusieurs problèmes se sont posés à la population, du fait de la désorganisation de l'Etat et des aspects confessionnels qui ont existé dans certaines régions. La désorganisation de l'Etat a empêché le ravitaillement, le travail, le paiement des salaires, le fonctionnement des écoles etc... Il y a aussi la destruction de quartiers en entier, le départ des habitants vers d'autres quartiers, le blocus imposé par les forces réactionnaires et l'impossibilité de sortir de son quartier et même de sa maison.

Face à ces problèmes, la population a essayé de s'organiser. D'abord spontanément, sans perspective politique précise. Les organisations existantes et les «Abadaye» (chefs de quartiers) ont essayé de récupérer ces mouvements. La plupart de ces premières formes d'organisation ont échoué. Au cours de la lutte, plusieurs comités se sont donnés des perspectives politiques et à partir de là, ils commencent à s'organiser à l'échelle nationale.

Le but des comités populaires nationaux est d'aider le peuple à résister face au complot qui se déroule. Ils s'appuient sur le principe que la population doit prendre elle-même en charge ses problèmes et les résoudre.

Peu à peu, s'est dégagée l'idée qu'en s'appuyant sur leurs propres forces, les masses libanaises apportaient un soutien à la Révolution Palestinienne, au lieu de compter sur elle. Les comités ont voulu aussi développer les initiatives des masses. Plusieurs luttes ont été menées pour que ce soit effectivement pratiqué. Ils ont aussi lutté contre les rapports traditionnels existant parmi les habitants des quartiers, contre le monopole du ravitaillement, le marché noir et

ont contrôlé le prix des marchandises.

Les comités populaires nationaux existent dans les villages et dans les quartiers des villes. Ils s'occupent du ravitaillement, des dispensaires et des problèmes sanitaires (nettoyage des quartiers), de la sécurité du quartier

coup plus mobilisée autour de l'Armée du Liban Arabe et autour des comités populaires nationaux qui coordonnent leurs activités avec elle. Cela est dit explicitement dans le programme des comités : «toutes nos activités doivent être coordonnées totalement avec l'Armée du Liban Arabe, la première force, seule capable de résoudre l'ensemble des problèmes».

Le meilleur exemple de cette unité d'action entre les comités populaires nationaux et l'Armée du Liban Arabe, c'est le travail commun qu'ils font à Saïda, ville portuaire du Sud. A Saïda, le commandant Boutari de l'Armée

Dans la montagne et la Békaa, les comités populaires nationaux s'occupent de régler les problèmes confessionnels qui se posent dans beaucoup de villages où plusieurs confessions existent. Quand une provocation confessionnelle se produit, le comité réunit la population des deux confessions, leur explique le sens de la provocation, et essaie d'empêcher que des ripostes confessionnelles se produisent qui risquent d'entraîner une bataille et la division de la population.

Les comités populaires nationaux publient un journal «AL-FAJR», qui a un rôle très important dans l'unification politique des comités dans tout le Liban : il lutte contre la division du peuple en confessions, pour le Liban Arabe, pour la Révolution Palestinienne. C'est d'ailleurs une des tâches les plus importantes des comités et de l'Armée du Liban Arabe : ils ont pu rapprocher le peuple libanais encore plus de la Révolution Palestinienne.

Les comités populaires nationaux ont besoin de médicaments : vitamines, antibiotiques, sérums typhoïde et tétanos.

Envoyer à :
M. Kassab
14, avenue Brosolette
94000 - CRÉTEIL

Un envoi a déjà été effectué avec l'argent recueilli à la fête de «Rebelles».

Yomna El Khalil

Les forces phalangistes stoppées

Les forces phalangistes qui avaient repris les combats dans la montagne ont été stoppées. Les forces réactionnaires voulaient reconquérir une partie de ce qu'elles avaient perdu, il y a quelques semaines. L'offensive a été très violente puisque l'artillerie est entrée en action. L'élection du président de la République n'a rien résolu, et les forces de droite en profitent pour essayer de reconstituer leurs forces.

De leur côté, les chefs de la gauche libanaise ont pris contact avec Sarkis, le président élu, afin de connaître ses intentions.

(garde des maisons, des magasins), de la formation sanitaire et politique de la population et de tous ses problèmes courants. Des milices des quartiers défendent la population, elles ont des liens solides avec les comités. Les milices d'un quartier vont aider d'autres milices si leur quartier n'est pas bombardé. Avec la création de l'Armée du Liban Arabe, un changement important s'est produit dans la population. Elle s'est beau-

du Liban Arabe s'occupe du ravitaillement : il fait appel à des pays pour qu'ils envoient du blé. Le blé est distribué aux commerçants et les comités populaires, en liaison avec Boutari, contrôlent les prix, la distribution. Des comités populaires nationaux de Beyrouth ont demandé à Boutari de leur assurer du blé qui manque à Beyrouth. Il a répondu à leur demande.

L'ambassadeur de Bolivie abattu à Paris

SUITE DE LA P. 1

En trois jours, du 19 au 21 août 1971, le général Banzer renversait le régime de son prédécesseur Torres. Depuis cette date, la Bolivie est plongée dans la nuit du fascisme. Plus de cinq mille hommes, femmes et enfants sont passés par les camps de concentration. Près de dix mille sont aujourd'hui exilés. Voici quelques mois, parmi les quatre cent dix prisonniers politiques recensés, soixante-cinq étaient des dirigeants syndicaux, alors que la Centrale Ouvrière Bolivienne est interdite depuis 1972.

Les universitaires n'étaient pas épargnés et les établissements d'ensei-

gnement supérieur avaient été purement et simplement fermés pour permettre l'application d'une nouvelle loi fasciste les concernant. Cinquante-cinq paysans figuraient également parmi les détenus.

En effet, en 1974, les paysans de la vallée de Cochabamba réalisaient une grande marche contre l'augmentation par trois des prix des produits de première nécessité ; la répression sauvage, qu'ils subirent à cette occasion a coupé définitivement ces travailleurs du régime, et depuis les luttes n'ont cessé de se développer contre la tentative de leur imposer un «impôt unique».

Dans un pays où la réaction n'a cessé d'armer la paysannerie contre les mineurs d'étain, cœur de la classe ouvrière bolivienne, cette évolution indique une crise très profonde du régime.

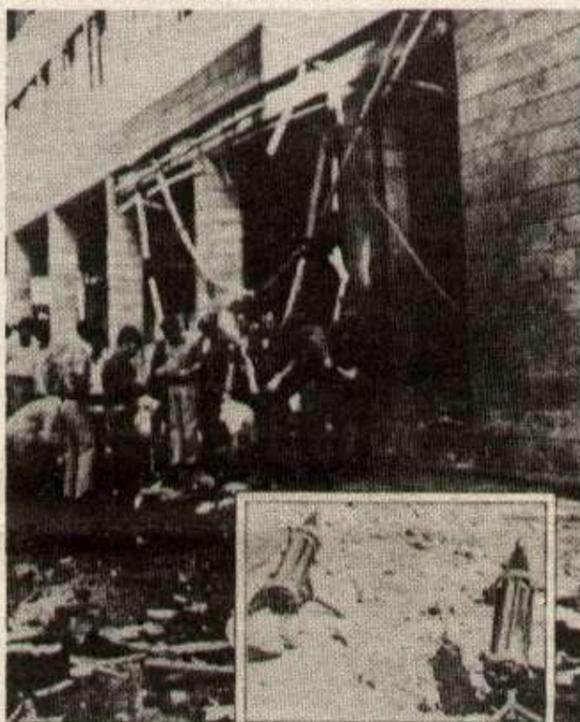
En janvier, les mineurs de la célèbre concession de «siglo XX» prenaient la tête d'une nouvelle grande grève. Les ouvriers de l'entreprise Manaco, entrés en grève, obtenaient la réintégration de huit cents des leurs, renvoyés pour les réduire au silence. De plus en plus, Banzer et ses gorilles, qui ont fait monter les prix à toute allure, qui ont ouvert la Bolivie aux capitaux étrangers, sont encerclés par les luttes populaires.

Palestine :

Avant la journée de lutte du 15 mai

Les opérations militaires se multiplient

Fath, la principale organisation palestinienne, a décidé d'appeler à une grève générale en Palestine occupée le samedi 15 mai, jour anniversaire de la création de l'Etat sioniste. Depuis le 30 mars, la «journée de la terre», c'est la 2^e mobilisation générale palestinienne dans la terre occupée. Depuis cette date, le peuple palestinien n'a cessé de manifester à l'intérieur sa volonté de chasser l'occupant. Des opérations militaires ont eu lieu dans tout le pays, des soulèvements de masse se sont produits, surtout en Cisjordanie et à Gaza, et la politique répressive de l'occupant a continué. Avec ces deux mobilisations générales à l'intérieur, c'est une nouvelle étape qui commence dans la lutte du peuple palestinien.



Jérusalem : un des trois centres touchés par les fusées.

Les opérations militaires se sont multipliées depuis le 30 mars. Les fedayin sont tous de l'intérieur, très peu d'opérations sont menées à partir du Liban. C'est la preuve que la mobilisation des Palestiniens de l'intérieur, qui sont sous la direction militaire de la Révolution Palestinienne.

Ces opérations militaires ont été menées dans toute la Palestine : Tel Aviv et la région autour, sur le littoral à Yafa, Ascalon, Asdod et à Rafah, à Gaza, au nord de la Palestine, à Jérusalem, Tulkarm, Jenin et Naplouse. Les fedayin ont attaqué tout ce qui touche à l'économie sioniste : des usines ont été détruites à Tel Aviv, Ascalon, Asdod, Btah Takfa et à Yafa. Plusieurs dépôts reliés à ces usines ont aussi brûlé. Des services administratifs ont aussi été attaqués : dans la région de Tel Aviv, l'immeuble de pompage des eaux, au Nord de la Palestine, le centre de l'électricité et à Jérusalem, l'immeuble de la «caisse du travail sioniste».

Les opérations les plus difficiles ont pu être menées avec succès contre l'appareil militaire : au Golan, une voiture militaire a été attaquée, des soldats ont été tués. Dans la région de Tel Aviv, la maison d'un officier de renseignements a sauté, ainsi que celle d'un officier de l'armée. A Jenin, des affrontements armés ont eu lieu autour de la place

centrale, où les occupants avaient installé un centre militaire pour réprimer le soulèvement de la population. A Jérusalem, plus de trois fusées ont été lancées contre les points stratégiques de la ville. A Naplouse, des fusées ont atterri sur l'immeuble du gouverneur militaire et entre Naplouse et Tulkarm, un barrage a été installé pour arrêter les voitures militaires ; ce qui a conduit à la mort d'un officier et de plusieurs soldats.

Toutes ces opérations en peu de temps montrent la volonté grandissante du peuple palestinien vivant à l'intérieur de continuer la lutte armée pour la libération de sa patrie.

• ANGLETERRE

Jeremy Thorpe, le leader du parti libéral, a dû donner sa démission. Depuis maintenant trois mois, une campagne se déroulait, qui lui attribuait des relations homosexuelles. La pourriture des sociétés impérialistes s'étale de plus en plus ouvertement.

• PORTUGAL

Le premier ministre, Pinheiro de Azevedo, s'appête à présenter sa candidature aux élections présidentielles. Cette annonce suit la désignation par le PS et la plupart des partis bourgeois de la candidature de Eanes.

INTERNATIONAL

Interview d'un représentant de l'ambassade de Madagascar

«Pourquoi nous ne sommes pas à la conférence franco-africaine»

Le mouvement de lutte des pays du Tiers Monde pour leur indépendance est désormais un courant irrésistible. Le manque d'expérience qui peut encore s'y manifester du caractère impérialiste des interventions soviétiques n'est qu'un phénomène passager, qui ne peut entraver durablement sa marche en avant.

Un certain nombre de pays africains n'ayant pas accepté de participer à la conférence franco-africaine de Paris, nous avons interviewé l'ambassadeur de l'un d'entre eux : la République Malgache.

Quotidien du Peuple : Pouvez-vous nous donner un aperçu du changement des relations franco-africaines depuis 1972 ?

Après le mouvement populaire de mai 1972, le peuple malgache a demandé la révision des accords de coopération. Il y a eu une renégociation générale des accords en 73, l'évacuation de toutes les bases étrangères, la rupture totale avec les régimes racistes, et le retrait de l'organisation de coopération africaine et malgache qui limitait notre autonomie de décision, enfin le retrait de la zone franc.

Depuis cette date, nous prenons en main notre économie, nous menons une politique tous azimuts, nous diversifions le plus possible nos relations en recherchant les accords économiques les plus fructueux. Nous continuons à avoir des relations économiques et culturelles avec la France,

mais cela ne nous empêche pas d'avoir des rapports de coopération avec des pays comme le Canada, l'URSS et la République Populaire de Chine. Actuellement, il y a des médecins chinois qui travaillent dans nos campagnes. La Chine va nous aider à construire des usines de machines agricoles, et de pièces détachées, qui nous permettront d'être beaucoup plus indépendants. L'URSS nous a récemment envoyé un hélicoptère géant pour surveiller les troupeaux de bœufs et empêcher les vols.

QdP : Pourquoi la République malgache ne participe-t-elle pas à la conférence franco-africaine ?

Nous pensons que ce n'est pas utile : en fonction de notre politique tous azimuts, nous n'avons de relations privilégiées avec personne. Mais il ne s'agit pas là d'un geste inamical.

QdP : Que pensez-vous des déclarations contre les grandes puissances faites à l'occasion de cette conférence ?

Je pense que cette conférence bénéficie d'une certaine crainte de l'interventionnisme dans les pays africains. On dénonce beaucoup «les influences étrangères». En ce qui nous concerne, nous pensons n'être soumis à aucune de ces influences. En général, notre politique est simple : nous reconnaissons tout mouvement de libération : c'est pourquoi nous avons reconnu la République Sahraouie et la République Populaire d'Angola. C'est pourquoi nous reconnaissons aussi l'indépendance des Comores, y compris Mayotte, qui ne peut en être dissociée. Il ne faut pas craindre les influences étrangères, car le mouvement de libération des peuples est une chose irréversible.

QdP : Quelle est la position de votre gouvernement sur le problème des îles du canal de Mozambique (entre Madagascar et les côtes africaines), où le gouvernement français compte implanter des installations militaires ?

Le président Ratsiraka a récemment déclaré : «Ces îles nous appartiennent, il faut qu'elles nous reviennent».

Propos recueillis par Jean-Pierre CHAMPAGNY

Fin de la conférence franco-africaine

La conférence entre les pays africains et la France s'est terminée hier soir. «Nous n'avons pas parlé politique» a déclaré Senghor, à l'issue d'une séance de la conférence. C'était bien là l'un des soucis de Giscard d'éviter «les sujets qui fâchent». Mais il les a bel et bien réintroduits par la bande : en plaçant la conférence sous le signe des propositions françaises à la conférence sur le développement (CNUCED) il définissait toute une partie de la politique française face au Tiers-Monde, une politique qui revient à s'opposer aux revendications légitimes concernant la dette et les matières premières.

En en faisant le centre de son intervention devant les pays africains, Giscard a indiqué clairement que la question du Tiers Monde et de son unité était largement une question africaine aujourd'hui. Tout d'abord, en Afrique se trouvent dix-huit des vingt neuf pays les plus pauvres du monde. Les matières premières abondent. Mais surtout une unité se tisse entre pays africains et pays arabes, pays producteurs de pétrole et non producteurs qui est venue mettre en échec les tentatives américaines de division.

«Notre coopération se veut politiquement exem-

plaire et économiquement efficace», a déclaré Giscard. Exemple politique ? En proposant de mettre en œuvre les propositions françaises, en proposant aux pays africains de voir démanteler les propositions du Tiers Monde. Économiquement efficace ? Pour qui ? Pas pour le Tiers Monde mais pour l'impérialisme français qui veut assurer sa mainmise en Afrique malgré la volonté d'indépendance d'un nombre de plus en plus grand de pays africains et les offensives américaine et soviétique. C'est bien cela la politique dont veut parler Giscard.

● **FRANCFORT** : La veille à Francfort, une manifestation avait lieu en riposte à l'assassinat d'Ulrike Meinhof. Des pierres et des nombreux cocktails molotov ont été lancés contre des grands magasins au centre ville et à la maison d'Amérique. Une voiture de police a été incendiée. Bilan : de nombreuses arrestations et de nombreux blessés à la suite d'affrontements violents entre les forces de répression et les manifestants.

en bref

● **MOYEN ORIENT**
A la suite d'une médiation de l'Arabie Saoudite et du Koweït, l'Égypte et la Syrie vont renouer leurs relations, gravement détériorées depuis la signature par l'Égypte d'un accord avec Israël. Une réunion aura lieu la semaine prochaine entre les premiers ministres d'Égypte, de Syrie, d'Arabie Saoudite et du Koweït.

● **LOOCKHEED**
La commission des sages des Pays-Bas s'apprête à innocenter le prince Bernhard, qui a touché des pots de vin de la société Loockheed. Des spécialistes de l'innocence : il y a quelques semaines le responsable des pots de vin versés par Dassault aux Pays-Bas était acquitté.

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans notre note d'hier sur le Dr Klaus Croissant. Il a été effectivement exclu de la défense d'Andreas Bader à Stuttgart, mais il n'est pas encore suspendu de sa profession d'avocat. Un «procès d'honneur» est en cours devant lequel il devra passer prochainement.

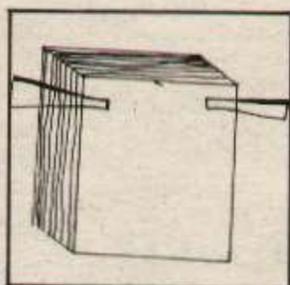
ENFANTS

Comment fabriquer des petits carnets

Avec des chutes (mêmes petites) de papier :

Le matériel : Des pinces à linge (ou alors une petite presse que l'on confectionnera soit-même, cf. croquis 1), un pinceau, de la colle ponale (ou alors une colle élastique au séchage), crayon, règle, ciseaux, carton, scotch de couleur (facultatif).

Vous prenez une centaine de feuillets (moins ou plus suivant la grosseur du carnet que vous désirez). Vous les introduisez dans votre presse. Laissez dépasser d'un centimètre les feuillets, et vous serrez ou alors vous placez une pince à linge de chaque côté du côté à encoller.



Vous encollez l'ensemble des feuillets ainsi préparés en passant une légère couche de colle au pinceau de façon à ce que la colle soit répartie uniformément (pour une meilleure solidité).

Laisser sécher correctement.

Pendant ce temps de séchage, on découpe dans des cartons une plaque de la dimension des feuillets afin de la coller ensuite sur le carnet.

Ce morceau de carton pourra être recouvert par une feuille de papier peints d'un catalogue, ou par un morceau de simili cuir...

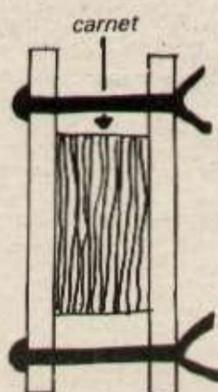
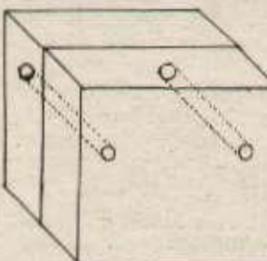
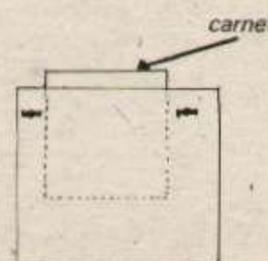
Une fois la colle séchée, il ne reste plus qu'à assembler les feuillets et le carton avec du

scotch, ou de la colle.

On peut découper un morceau de carton aux dimensions supérieures

ce qui permettra d'en faire un carnet «aide mémoire» que l'on suspend dans la cuisine avec un stylo.

La presse



Avec 2 chutes de bois (de l'aggloméré ou du contre plaqué), 2 vis de diamètre 6 ou 8 millimètres (grosseur d'un stylo-bille environ) 2 «ailettes» s'adaptant à ces vis

Une perceuse.

(Ou éventuellement au lieu de percer des trous pour mettre les vis, prendre 2 serre-joints).

Cette presse, faite aux dimensions : 40 cm x 30 cm, vous permettra de relier des feuilles forma 21 x 29,7

Des lecteurs de Besançon

INFORMATIONS GENERALES

LES MEDECINS DEVANT LE CONSEIL DE L'ORDRE

Interview de 2 des 5 médecins normands

(convoqués dimanche dernier)

Combien êtes-vous de médecins à ne pas avoir payé votre cotisation dans la région rouennaise ?

Entre 10 et 12 : après une importante mobilisation, le mouvement s'est effiloché, faute d'avoir maintenu cette mobilisation. Et puis, les gens du Conseil de l'Ordre ont exercé des pressions individuelles, («vous n'allez tout de même pas gâcher votre avenir», etc...). Nous cinq, nous sommes la première charrette. Le Conseil Régional (qui est l'instance disciplinaire) ne nous a pas convoqués ensemble pour essayer de nous diviser. Par exemple, faut-il aller jusqu'au bout : la radiation, l'exercice illégal de la médecine, etc... pour mobiliser la population ? Est-ce la meilleure manière de faire avancer le corps médical ?... Actuellement, 100 médecins de la région nous soutiennent, parce qu'ils sont indignés des pouvoirs exorbitants de l'Ordre ; de plus, la solidarité, la sympathie ont joué en notre faveur. Mais tout cela est peu politique ; ce qu'il faut, au delà du problème des cotisations, c'est mobiliser ces médecins en profondeur, sur un autre projet de santé, et non pas des actions d'éclat isolées.

Faut-il voir dans l'actuelle contestation de l'Ordre des Médecins par toute une partie du corps médical, la remise en cause de la médecine capitaliste ?

Il y a des contradictions. Le manifeste reflétait des positions assez claires et avancées, dénonçant à travers les positions de l'Ordre une médecine de classe, et montrant que la médecine, comme tous les autres secteurs de la société, est traversée par la lutte de classes. Mais en fait, se sont réunis sur ce manifeste des gens de positions très diverses. Des médecins qui ont une pratique médicale réactionnaire et ne souhaitent pas en changer ont signé le manifeste parce que l'Ordre est tout à fait anachronique par rapport même aux besoins de la bourgeoisie actuellement. C'est pour cela que la bourgeoisie sera amenée, même si elle ne le veut pas actuellement, à modifier l'Ordre.

Un exemple particulièrement flagrant de cet anachronisme : celui de la Sécurité Sociale. Il y a quelques mois, lorsque la Sécurité Sociale a voulu implanter à titre expérimental des centres de soins gérés par les caisses de Sécurité Sociale, l'Ordre des Médecins et les

syndicats médicaux traditionnels ont crié au scandale, au nom de la «médecine libérale» et de «l'indépendance des médecins». Or, la volonté de la bourgeoisie est clairement de mettre en place un double système médical : d'une part, un système de médecine de caisse avec des médecins salariés étroitement contrôlés par les caisses, ce qui permettra de faire des économies en contrôlant mieux les arrêts de travail, les prescriptions, etc. et d'autre part maintenir à côté un système libéral, cher, non remboursé donc réservé à ceux qui auront les moyens de se faire soigner dans un système non conventionné.

Actuellement, la plupart des médecins sont conventionnés avec la Sécurité Sociale, c'est à dire qu'ils appliquent des tarifs standards sur la base desquels les gens sont remboursés à 70%. Le médecin non conventionné lui, peut demander 100, 200, 300F par consultation et les gens sont remboursés de 5F ! Le conventionnement est donc quelque chose de relativement positif (même si les gens sont obligés d'avancer l'argent de la consultation) contre lequel l'Ordre a toujours lutté.

La lutte contre l'Ordre était donc dès le départ ambiguë ; et nous retrouvons cette ambiguïté dans le manifeste des patrons de la Médecine : actuellement presque tous sont opposés à l'Ordre car ils défendent une médecine moderniste, technocratique et aspirent à prendre au niveau de l'ensemble du corps médical un pouvoir qu'ils n'ont qu'au niveau hospitalier. C'est pour cela finalement que les patrons médecins sont contre l'Ordre, même s'il y a parmi eux des médecins progressistes, qui veulent une médecine qui réponde mieux aux besoins de la population.

Sur cette question de l'Ordre des Médecins, s'affrontent donc une médecine anachronique et une médecine «moderne», plus adaptée aux besoins de la bourgeoisie actuellement. Cependant, ceux qui continuent à se battre, ce sont eux qui dépassent le problème de l'Ordre pour poser celui du système de santé actuel : dénoncer la médecine de profit, la mainmise des trusts pharmaceutiques, la médecine libérale, qui privilégie l'acte au détriment de la prévention. Ne pas payer sa cotisation est un moyen de mobiliser l'opinion sur le problème de la santé.

Comment mobiliser les travailleurs sur le problème de la santé, d'après vous ?

Pour faire l'unité avec les travailleurs, autour du problème de la santé, il faut dépasser le problème de l'Ordre des Médecins. Ce qui compte, en effet, pour les travailleurs, c'est leur santé, l'absence de prévention, les accidents du travail, une médecine du travail absolument à la solde du patronat. Le meilleur moyen de faire pro-

inéluctable. Ils ne relient que confusément leur santé et leur travail. D'autre part, ils sont souvent individuellement satisfaits de leur médecin : il y a un contact personnel, on trouve un terrain d'entente, souvent sur un mode paternaliste.

Ce qui pose problème à de nombreux travailleurs, c'est d'être obligés d'avancer l'argent de la visite, et les médicaments coûtent cher. Les mutuelles constituent un acquis po-

Tu parlais tout à l'heure d'un autre projet de santé susceptible de regrouper une partie du corps médical sur des bases progressistes...

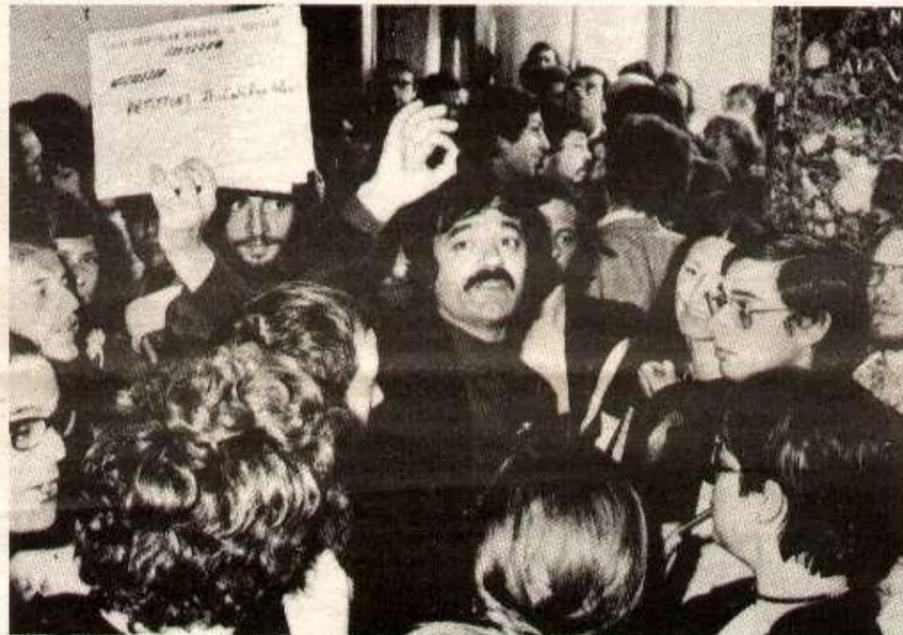
A l'intérieur de notre syndicat (le Syndicat de la Médecine Générale) nous avons commencé à élaborer une réflexion commune ; à partir de notre pratique, nous nous sommes demandés comment on pourrait concevoir un autre système de santé.

nécessaires et où l'on puisse aussi s'occuper de la médecine du travail : avoir accès aux usines pour contrôler les conditions de travail et de sécurité. Dans le cadre du système de santé capitaliste qui, de toutes façons, va connaître de profondes remises en cause, il faut faire avancer les choses en faisant des propositions pour l'immédiat qui soient progressistes, et qui soient en même temps des ferments pour aller plus loin. Il faut tenir compte des expériences en cours actuellement, comme le centre de soins de la Villeneuve de Grenoble (avec système du tiers-payant et médecins salariés), même si ce genre d'expérience est difficilement viable dans le cadre du système capitaliste. Le conflit entre les Mutuelles et les médecins du centre, jugés pas assez «productifs», l'a bien montré.

De toutes façons, toute expérience nouvelle, tout essai d'une pratique médicale nouvelle qui soit progressiste ne peut voir le jour qu'avec l'appui et la lutte des travailleurs. Bien sûr, le système de santé ne pourra réellement répondre aux besoins des travailleurs que lorsque ceux-ci auront le pouvoir.

Aujourd'hui, nous sommes en lutte contre l'Ordre, qui est la caricature du pouvoir médical réactionnaire. Il nous paraît important que les travailleurs participent à cette lutte.

Interview recueillie par Catherine LEMEL



Etudiants soutenant 2 médecins toulousains poursuivis par le Conseil de l'Ordre

gresser une partie du corps médical, c'est précisément que les travailleurs prennent en main le problème de la santé. Mais, les travailleurs ne sont souvent pas du tout au clair sur cette question. La maladie leur apparaît encore souvent comme

stif mais elles ne permettent pas une prise de conscience car, cela ne remet pas du tout en cause les trusts pharmaceutiques et la subordination des médecins envers ces trusts, qui incite le médecin à prescrire plus qu'il ne faudrait.

Par exemple, nous disons qu'il faut poser le problème de la santé avec la population : il faudrait des centres de soins sur les quartiers, gérés et contrôlés par les gens de l'unité géographique, où l'on puisse faire pratiquement 90% des actes médicaux

LYON : Abderrahim Laouchet mort des suites d'un interrogatoire policier

Le 16 février dernier, un travailleur immigré, Laouchet, mourait à l'hôpital Edouard Herriot de Lyon. Le 14 au soir, trouvé en état d'ivresse sur la voie publique, il était conduit par les pompiers au service des urgences à l'hôpital. Rétabli, quelques heures plus tard, il était emmené par les flics du 8^e arrondissement, qui, à 3 h 55 du matin, le 15, téléphonaient au Service Médical d'Urgence d'Edouard Herriot, pour l'avertir qu'une ambulance allait ramener Laouchet à l'hôpital, victime d'une fracture du crâne «contractée» au commissariat. Le 16, il y mourait sans avoir repris connaissance.

L'autopsie confirmait qu'après son passage au commissariat, il portait des traces de fracture du crâne, avec un hématome sous-dural. Il serait mort d'une hémorragie méningée suite aux coups reçus. Cette mort rappelle l'assassinat d'autres immigrés algériens par les flics d'Ivry et de Versailles, où Mohamed Diab trouva la mort en 1972.

● MONTPELLIER
Les forces de répression sont intervenues hier matin à la Faculté de Sciences pour en chasser les étudiants en grève, qui occupaient la fac depuis quatre jours.

SPORTS

SAINT ETIENNE A GLASGOW OU VINGT ANS APRES

Les joueurs stéphanois sont arrivés à Glasgow, précédant de peu leurs trente mille supporters. Malgré les traitements spéciaux dont il a été l'objet, Synaeghel ne jouera pas ; il sera remplacé par Santini. Son absence se ressentira au milieu de terrain. La participation de Rocheteau est également très douteuse, il ne jouera de toute façon qu'une partie du match, peut-être seulement les vingt dernières minutes, celles qui sont décisives.

Cet acharnement à tenter de faire jouer des joueurs malgré des blessures mal remises, pour un match d'un tel engagement, se fait au détriment de leur santé et de leur longévité sportive. Celles-ci n'entrent pas en ligne de compte, seul compte le résultat du match !

Si l'on ajoute à cela, la blessure de Farizon, on voit que les verts ne se présenteront pas ce soir sur le stade de l'Hampden Park au mieux de leurs possibilités. Le Bayern de Munich part donc favori, mais sur une finale de coupe d'Europe il est bien difficile de faire des pronostics. Le Bayern n'est pas imbattable, Saint Etienne même diminué, a les atouts pour le battre. Espérons que cette finale sera d'une autre tenue que le lamentable Bayern-Leeds de l'an dernier.

DANS NOTRE COURRIER

PARMI VOS LETTRES

Un marin, militant syndicaliste nous écrit

Du 15 avril au 1^{er} mai, leur déchargement, chargement ou mazoutage terminés, les navires français ne sont pas partis dès que possible, mais 24 heures plus tard.

Estimant inacceptables les propositions des armateurs, 3% plus 50 francs pour les officiers et 3% plus 35 francs pour les marins au 1^{er} avril, le syndicat national des marins CFDT et la Fédération des Syndicats maritimes CGT appelaient les équipages à effectuer des retards à l'appareillage de 24 heures.

Du 15 au 27 avril, 1922 marins ont participé au vote organisé par les délégués, navire par navire ; 1738 (90%) ont voté pour le retard, 141 contre ; 117 navires ont donc retardé leur départ dont 35 au Havre, 27 à Marseille et Fos, 20 à Dunkerque, 15 à Rouen.

Il faut y ajouter les grèves de

24 heures largement suivies par les marins des remorqueurs et des engins portuaires et par ceux qui assurent de courtes liaisons maritimes.

Alors que les marins CFDT envisageaient de porter la durée des retards à 72 heures, les armateurs ont annoncé qu'ils reprendraient les discussions avec les syndicats le 6 mai à Paris.

Les revendications du Syndicat des Marins CFDT sont :

- 3000F minimum
- 250F pour tous
- Grille unique de salaires du novice au Commandant.
- Garantie du pouvoir d'achat indexée sur les indices des confédérations ouvrières.
- Indemnités de nourriture, d'éloignement, frais de route et prime de risques égales pour tous.

JE M'ABONNE

1 an : 300 F 3 mois : 80 F
6 mois : 150 F 1 mois : 30 F

Nom
Adresse
Profession

Envoyer à
Le Quotidien du Peuple BP 225
75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 13 248 F Paris

**POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE,
JE DONNE**

10F 50F 100F

Nom
Adresse
Profession

Envoyer à
Le Quotidien du Peuple BP 225
75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 13 248 F Paris

Téléphonez au
Quotidien
208.65.61

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

FAISONS ENSEMBLE LE PROCES DU LOGEMENT

Demain, le Quotidien du Peuple commencera à publier une série sur le logement. Parce que c'est un problème auquel nous sommes confrontés en permanence, nous avons tous beaucoup à en dire. La dégradation des logements, le manque de confort, la hausse des loyers et des charges, l'isolement dans des cités dortoirs coupées de tout, éloignées des lieux de travail... Ce sont les difficultés que nous vivons quotidiennement. C'est de cela que nous parlerons dans ces articles. Leur

intérêt et leur richesse dépendent largement de vos témoignages sur cette question.

Notre série ne sera pas limitée aux conditions de logement, elle abordera la question de la construction, de l'urbanisme, du logement social, des luttes sur le front du logement. Quelle que soit l'expérience que vous avez en ce domaine, comme locataire confronté à des loyers exorbitants, ou vivant dans un logement dégradé, comme ou-

vrier du bâtiment, architecte, urbaniste ; si vous avez mené une lutte contre des augmentations de charge, contre des expulsions etc... vous avez une contribution précieuse à apporter au Quotidien du Peuple.

Comme cette camarade de Martigues à propos de la rénovation menée par une municipalité PCF, écrivez nous. Faisons ensemble le procès des conditions de logement des travailleurs.

De Martigues :

Rénovation : déportation des travailleurs

Chers camarades,

Depuis plusieurs années, la municipalité PCF de Martigues prévoit de démolir la plus grande partie du vieux centre de Martigues, le quartier de l'Île. Raisons officielles : vétusté, insalubrité etc... En fait, lorsqu'il y a quelques mois, le maire recevait une délégation CFDT venue lui demander où en était le projet, il mangeait le morceau et donnait comme raison principale, la volonté de la municipalité de «nettoyer» tout un quartier immigré en plein centre ville. La population du quartier est principalement composée de travailleurs arabes, de vieux travailleurs français petits propriétaires et de familles de travailleurs français, le plus souvent de passage en attendant un HLM.

Ce projet de rénovation, qu'on pourrait appeler de déportation de la population, est dans l'air depuis plusieurs années. Il s'est depuis précisé : les habitants étaient visités, remplissaient des questionnaires.

Du moins pas tous les habitants : ceux déclarés par leurs propriétaires. Or les travailleurs immigrés parqués à 10 dans une chambre n'étant pas déclarés, on sautait consciencieusement leurs portes. Pour la mairie, c'est simple, ils n'étaient pas là, ils n'avaient aucun reçu de loyer, ils ne pouvaient donc avoir le moindre droit au logement, il fallait y penser ! Cela faisait sans doute les 2/3 de la population à ne pas reloger. Il est vrai que cette scandaleuse hypocrisie face aux logements des travailleurs immigrés n'était pas nouvelle de la part de la

municipalité ; certains immeubles de deux étages sur rez-de-chaussée étaient occupés par 8 à 10 travailleurs par pièce, payant chacun entre 100F et 150F par mois pour un lit, 1 pièce sans WC voire sans eau à l'étage, sans réparations depuis des dizaines d'années.

Belle affaire pour certains propriétaires ! Jamais la municipalité n'est intervenue pour faire cesser ce trafic, ne serait-ce qu'en envoyant le service d'hygiène.

Plus généralement, cette rénovation menace toute cette population principalement ouvrière, alors l'attitude de la municipalité est de semer l'inquiétude. C'est-à-dire annoncer la rénovation, mais ne jamais préciser ni le périmètre exact touché, ni la date de début des travaux, ni les propositions de relogement pour certains etc... Ceci s'appelle très officiellement la politique du tamis, on secoue

pendant des années pour en faire tomber le maximum. Les gens ne sachant plus à quoi s'en tenir, prennent les devants, cherchent ailleurs, essaient de s'en sortir individuellement parce qu'ils connaissent M.Untel à la mairie etc... Au fur et à mesure des départs, on barricade les maisons. Ensuite, lorsque l'opération démarre, il reste quelques irréductibles qu'on espère isoler et empêcher de s'organiser.

Voyez-vous une différence entre les pratiques d'une municipalité dite de droite et une municipalité PCF ? Moi pas, le même mépris des masses, la même volonté de liquider des quartiers «gênants», de diviser les travailleurs, de développer l'esprit individualiste, où chacun se débrouille. La même politique sur le dos du peuple.

Saluts fraternels
Une camarade de Martigues



COMMUNIQUÉS

Appel aux Maîtres Auxiliaires

- Suite à divers mouvements de masse et de base des maîtres auxiliaires lors des concours PEGC, Lettres, Histoire et Commerce.
 - Suite aux besoins de plusieurs maîtres auxiliaires de diverses sections de se retrouver en coordination.
 - Suite à l'appel lancé pour une A.G. le 12 mai à 14 h 30 à Jussieu, amph 44 (au bas de la tour 44).
 - Suite aux contacts pris par certaines délégations de maîtres auxiliaires auprès de diverses organisations syndicales.
- Les maîtres auxiliaires réunis le 6 mai, appellent tous les maîtres auxiliaires quels qu'ils soient, à se retrouver en vue d'une coordination de leur lutte, lors de cette A.G. à laquelle ils invitent leurs organisations syndicales.

Réunion de la revue «Place»

La revue «Place» organise mercredi soir (20h.) à l'Ecole Spéciale d'Architecture, Boulevard Raspail, une réunion publique sur l'«organisation de l'espace en Chine» avec Xavier et Micheline Luccioni, de retour d'un séjour de 2 ans en Chine Populaire.

Jusqu'au 16 mai, un programme de films et de débats sur l'écologie a lieu au cinéma «Le Canut».

C : Le Canut 11, place Croix Paquet (1^{er}) - tél. : 28.34.91
T : Traboule 40 - entrée 30 - 32 - rue Leynaud.

MERCREDI 12

18 h 00 T AN 01
20 h 30 C Pollution de l'air + débat

JEUDI 13

18 h 00 T AN 01
20 h 30 C Film à déterminer
● Débat avec M. Rodet (Maison Lemaire)

VENREDI 14

18 h 00 T AN 01
20 h 30 C ENERGIE NOUVELLE
● Débat avec M. Lebreton et M. Dupupet

Meeting débat du PCRml à Nancy

Vendredi 14 mai à 20 h 30
salle de la Faculté de Droit, place Carnot
Contre la répression
Défendons nos luttes
Construisons l'unité populaire
avec des travailleurs et étudiants en lutte

BLOC-NOTES

COMMENT SOIGNER LES LOMBALGIES

Les douleurs qui sont influencées par les changements de temps ont deux périodes de prédilection dans l'année : en octobre et février-mars, mois où le froid fait ou refait son apparition.

Autrefois, nos grand-mères prévenaient et soignaient les «maux de reins» par une large ceinture de laine bien chaude. Ce qui est excellent car la chaleur calme les douleurs qui sont rares en pleine sécheresse, en détendant les muscles.

Les corsets ou lombostats sont à proscrire, car ils donnent une fausse sécurité : maintiennent la colonne pendant un temps mais atrophiaient les muscles, ce qui accélère le tassement vertébral et augmente les douleurs.

LE TRAITEMENT DU LUMBAGO AIGU

Essentiellement le repos strict au lit dans la position la moins douloureuse, genoux à demi-repliés. Si le repos est strict, les douleurs disparaissent en quelques jours.

Peuvent aider les médicaments anti-douleur et anti-inflammatoire : aspirine, phénylbutazone donnés pendant 6 jours en tenant compte de leurs dangers (chez les ulcéreux, les personnes qui saignent facilement).

Les massages en période aiguë, pratiqués par un kinésithérapeute qui a l'habitude des lombagos, aident à détendre la contracture des muscles, calment (de même que la chaleur), mais ne guérissent pas.

Dès que les douleurs aiguës auront disparu, la gymnastique permettra de renforcer les muscles abdominaux et dorsaux et de stabiliser les résultats du traitement.

Avec le repos, les médicaments éventuellement, un lumbago doit être guéri en 10-12 jours, si les douleurs persistent au-delà, des radiographies sont à envisager ainsi que la consultation d'un rhumatologue.

LA GYMNASTIQUE

Elle doit être pratiquée matin ou soir, en position couché sur le dos, sur un plan dur (le sol).

A la différence de la gymnastique conseillée aux sportifs qui n'ont pas de lombalgies (ciseaux jambes allongées au ras du sol), celle des lombalgiques qui doit faire travailler les muscles dorsaux et abdominaux se pratique toujours cuisses fléchies sur le ventre.

On commence par des mouvements de flexion des cuisses sur le ventre et la

poitrine, puis on met jambes et cuisses perpendiculaires au corps et on exécute dans cette position de petits battements lents.

Pour terminer, toujours allongé dans la même position, on exécute des mouvements de pédalage dans le vide, sans forcer.

Pour que ces mouvements soient efficaces, ils doivent être exécutés tous les matins à raison de 5 à 6 au début, puis de 20 chacun lorsque les muscles sont «habités».

Dans tous les cas, il faut éviter les mouvements qui provoquent des douleurs, la gymnastique en position debout, penché en avant.

RECTIFICATIF

*une erreur a été faite dans notre première partie du bloc-note sur les maux de reins. Il fallait lire : ...«vertèbres lombaires (nom des cinq dernières vertèbres avant le sacrum)», au lieu de «nom des deux dernières».

Comment Yukong déplaça les montagnes

Nous rappelons que cette série de films, retraçant la réalité quotidienne du socialisme en Chine, passe encore à Paris dans les salles suivantes :

Une femme, une famille - La pharmacie
au Saint André des Arts
Usine de générateurs - Les artisans - Histoire de ballon
Saint Séverin

Shanghai au jour le jour

Studio Git le Cœur

PROGRAMME

MERCREDI 12 MAI

TF 1	18 h 55 - Des chiffres et des lettres
18 h 15 - A la bonne heure	19 h 20 - Actualités régionales
18 h 45 - Pour les jeunes	19 h 45 - Y'a un truc
19 h 20 - Actualités régionales	20 h 00 - Journal
19 h 40 - Une minute pour les femmes	20 h 30 - L'homme de fer
19 h 45 - Alors, raconte	21 h 25 - C'est-à-dire
20 h 00 - Journal	23 h 00 - Journal
20 h 30 - Histoire d'animaux	FR 3
21 h 00 - Football : finale de la coupe d'Europe des clubs champions : St Etienne-Bayern de Munich	19 h 05 - Programmes régionaux
23 h 10 - Journal	19 h 20 - Actualités régionales
A 2	19 h 40 - Tribune libre
18 h 40 - Le palmarès des enfants	19 h 55 - Flash journal
	20 h 00 - Les jeux de 20 heures
	20 h 30 - Un film, un auteur Un aller simple
	22 h 25 - Journal

JEUDI 13 MAI

TF 1	19 h 45 - Y'a un truc
18 h 15 - A la bonne heure	20 h 00 - Journal
18 h 45 - Pour les jeunes	20 h 30 - On achève bien les chevaux
19 h 20 - Actualités régionales	22 h 25 - Juke-boxe
19 h 40 - Une minute pour les femmes	23 h 25 - Journal
19 h 45 - Alors, raconte	FR 3
20 h 00 - Journal	19 h 20 - Actualités régionales
20 h 30 - L'homme d'Amsterdam	19 h 40 - Tribune libre
21 h 20 - L'événement	19 h 55 - Flash journal
22 h 25 - Allons au cinéma	20 h 00 - Les jeux de 20 heures
22 h 55 - Journal	20 h 30 - Cycle Jean Gabin Des gens sans importance
A 2	20 h 30 - Cycle Jean Gabin Des gens sans importance
19 h 20 - Actualités régionales	22 h 05 - Journal

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

Résumé : Su a été capturée par les rangers. Elle est amenée auprès d'un officier, à proximité de la grotte.

25^e ÉPISODE : LE PLAN DES RANGERS

— Comment ! s'écria-t-il, avec une si jolie frimousse, vous frayez avec les Viet Cong ?

Su se détourna.

— Vous avez un mari regroupé dans le Nord, n'est-ce pas ? Je sais tout, voyez-vous. Même que vous avez refusé de couper tout lien avec lui, comme on vous l'a conseillé. Je trouve ça très bien. C'est très bien, une femme fidèle.

Su garda le silence. L'officier continua avec un plaisir évident :

— Je ne vous reproche pas d'avoir refusé de renier votre mari, au contraire, je vous en félicite. Mais pas de compliment quand vous frayez avec les Viet Cong. C'est un vrai suicide.

Su esquissa un sourire qui voulait dire : «Tu n'as rien d'autre à raconter que cette vieille antienne ? Tes pareils m'ont tant de fois rebattu les oreilles avec ça !»

Mais loin de s'arrêter, l'officier voulut prouver son éloquence. Il palabra sur le «personnalisme», le «progrès social», les forces immenses du «gouvernement national» de Ngo Dinh Diem dont les soldats comme lui étaient les meilleurs artisans. Il conclut :

— N'attendez pas votre mari. Il n'y aura pas de réunification. Tant que nous sommes là, tant que les Etats-Unis sont là, il n'en est pas question !

Ne pouvant se retenir, Su répliqua :

— C'est votre désir et celui des Américains. Nous, le peuple, on pense autrement. On compte vous anéantir tôt ou tard, pour pouvoir réunifier le pays.

— Comment ça, nous anéantir ? fit l'officier en rigolant, les yeux ronds. Quand comptez-vous vous y mettre ? Regardez donc, continua-t-il en montrant la grotte du doigt. Demain au plus tard vos camarades viendront ici à quatre pattes ! Nous anéantir ! Avec quelques hommes et quelques pétroliers ?

— Vous faites erreur. Ils ne viendront pas.

Le sourire perfide s'éteignit sur les lèvres de l'officier. Son visage commença à pâlir. Il se tut un moment pour réprimer sa colère puis, se tournant vers ses hommes :

— Le micro est prêt ? demanda-t-il.

Quand il lui fut répondu que tout était en place, l'officier fit un large geste.

— Traînez-la jusque-là !

Les hommes de Xam poussèrent Su en avant. Le commandant et Xam s'empressèrent de les suivre. Un tout jeune sous-lieutenant des services, psychologiques, le visage boutonneux, était déjà là, un micro à la main.

Le commandant s'approcha de Su :

— Trêve de politesse, écoutez ceci. Tenez-vous à la vie ? Si oui, je vous donne ma parole que vous aurez la vie sauve. Sinon, je vous ferai mourir en un clin d'œil. Maintenant, répondez-moi, immédiatement !

Su le regarda droit dans les yeux.

— Personne ne veut mourir, dit-elle, pourquoi le voudrais-je, moi ?

Le sourire réapparut sur les lèvres de l'officier.

— Ah, bien ! Vous aussi, vous tenez à la vie. Eh, bien ! continua-t-il en montrant la grotte avec son bâton, c'est tout ce qu'il y a de plus facile. Il suffit de dire que vous vous êtes rendue et qu'ils feront bien de suivre votre exemple. Dites-leur que je vous traite bien et m'engage à traiter de même tous ceux qui déposeront les armes et quitteront ce repaire. C'est tout. Ça vous va ?

L'officier se tut et attendit. L'homme au micro tendit son appareil devant Su. Xam sortit brusquement son coupe-coupe de l'étui et s'approcha vivement de la jeune prisonnière. Les mains derrière le dos, le commandant observa chaque geste de Su. Il était sûr qu'elle flancherait devant la mort. A sa place, il ferait bien davantage pour avoir la vie sauve. Pas possible qu'une femme, et jolie par-dessus le marché, puisse dire non à la vie. Lui-même, il y tenait, alors !

Mais Su restait immobile à regarder le micro, petit comme un poing et criblé de trous comme un nid d'abeille. Elle savait que tous étaient là à quelques pas de l'entrée et qu'ils pourraient l'entendre parfaitement.

Le commandant impatienté leva le menton :

— Alors ? On marche ou on ne marche pas ?

Su fit un pas en avant :

— Bon, je vais parler.

(à suivre)

L'ESPAGNE FACE AU FASCISME RENOVÉ (FIN)

AVEC LES COMMISSIONS OUVRIÈRES DE NAVARRE (2)

Nous continuons la publication de notre entretien avec quatre militants des commissions ouvrières de Navarre. Après avoir tiré le bilan des grandes luttes qui se sont déroulées récemment dans cette région, grève générale en solidarité avec Potasas, et après les morts de Vitoria. Ignacio et Antonio de Potasas, Maria Teresa de Ceramics et José Maria de Authi, s'expriment sur des sujets plus particuliers. Il ne faudrait pas tirer de conclusions trop générales de ce qu'ils disent d'une nationalité, Euskadi, et d'une province, la Navarre où l'influence du Parti révisionniste est particulièrement faible.

L'unité syndicale

Quotidien du Peuple : Après le récent congrès de l'UGT, on parle beaucoup de pluralisme et d'unité syndicale, comment ce problème est-il vu par les travailleurs en Navarre ?

José Maria : Les syndicats comme l'UGT*, la STV*, n'ont que très peu d'écho, ici, mais avec la tolérance que leur offre le régime ils sont en train de recueillir les fruits du travail que les commissions ouvrières ont fait.

Antonio : Oui, les commissions ouvrières sont l'organisation la plus représentative et la mieux ressentie par les travailleurs. C'est dû essentielle-

ment à avoir des ouvriers membres de l'UGT ou de la STV. La classe ouvrière désire l'unité, elle la demande expressément dans les assemblées.

QdP : Quel est le rôle du PCE dans les commissions ?

Antonio : Il ne sait faire que des coordinations fantômes et n'organise pas réellement les travailleurs. Cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas à lutter contre lui : dans les luttes de décembre et janvier dernier, les commissions de Navarre ont proposé la grève générale. Seule la coordination générale des C.C.O.O. (Commissions

de l'occupation du fond, il s'est mis en travers de la porte et il a essayé de nous empêcher de descendre. Ensuite, il est passé dans les villages où habitent les mineurs pour répandre des rumeurs défaitistes.

EUSKADI : un miroir pour les autres peuples

QdP : Euskadi est souvent citée comme la pointe la plus avancée dans la lutte contre le fascisme et ce que vous me dites de la Navarre le confirme bien. Est-ce que les gens ne ressentent pas cela comme un isolement ? Est-ce que



qui se déplacent d'Euskadi pour aider d'autres régions à s'organiser.

QdP : Comment a été jugé l'enlèvement et le meurtre de l'industriel Berazadi par un commando de l'ETA ?

Antonio : La classe ouvrière n'a pas justifié un tel assassinat de sang froid, ce n'est pas une méthode de lutte. Mais elle en a clairement attribué la responsabilité au gouvernement qui a refusé que la rançon soit versée.

Ignacio : C'est un fait qui a été très manipulé par la presse, tu as pu voir la photo des ouvriers qui défilent devant le cercueil de leur patron. Cela ne veut pas dire qu'ils le regrettaient vraiment mais c'était la seule manière qu'ils avaient de faire comprendre qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce qui s'était passé, et d'éviter une répression plus grande encore ; ce sont des choses qu'il faut comprendre.

Antonio : On a beaucoup parlé de cela surtout au niveau de la petite bourgeoisie et cela a donné une excuse aux fascistes pour interdire l'Aberri Eguna, et aux partis pour ne pas y participer.

QdP : Quel a été le rôle des commissions ouvrières dans l'Aberri Eguna de 1976 ?

Antonio : L'Aberri Eguna est une lutte qui traditionnellement est portée surtout par la petite bourgeoisie. Mais depuis quelques années la coordination d'Euskadi des commissions ouvrières y appelle avec l'ensemble de l'opposition démocratique. Cette année, nous avons des responsabilités particulières du fait de la

défection des partis bourgeois : celles de démontrer clairement que c'est seulement dans l'alliance avec la classe ouvrière et en mettant à bas le fascisme que Euskadi pourra obtenir le droit à l'auto-détermination.

Nous avons organisé des discussions au casse-croûte avec les ouvriers pour expliquer le sens de cette fête.

Le samedi, nous avons convoqué une manifestation en propre qui n'a pas pu avoir lieu à cause de l'intervention de la police et nous appelions à toutes les autres convocations du lendemain.

Maria Teresa : S'il y a eu peu de monde pour manifester, c'est uniquement en raison de la présence massive de policiers. Par exemple, nous avons prévu des pancartes et il a été impossible de passer du fait des contrôles qui barraient les quartiers ouvriers.

QdP : Nous avons parlé de l'aspiration à l'unité qui se manifeste dans les masses, comment a été prise ici la création de la coordination démocratique ?

Maria Teresa : C'est un événement qui n'a pas fait beaucoup écho parce que les partis qui la composent n'existent pas ici, pour la plupart. En Pays Basque, il y a d'autres organisations spécifiquement basques et les partis révolutionnaires qui en font partie comme le PTE et le MC n'y jouent pas un grand rôle.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas un grand intérêt pour l'unité. Au contraire, plus les gens comprennent qu'il n'y a rien à attendre de Juan

Carlos, plus ils se retournent vers les partis clandestins et alors leur réaction première c'est de se demander : pourquoi ne s'unissent-ils pas tous ?

Il y a même des réactions du genre : « Je ne vais pas dans une assemblée tant qu'ils ne se seront pas tous mis d'accord ».

Antonio : Par contre il n'en va pas de même avec l'assemblée populaire de Navarre que nous essayons de créer pour unir toutes les forces antifascistes sur une base clairement anti-Juan Carlos. C'est que ce que nous proposons, ne concerne pas seulement les Etats-majors politiques mais les organisations de masse à tous les niveaux.

Les travailleurs voient cela comme une chose merveilleuse mais ils restent parfois sceptiques sur les possibilités de le réaliser.

QdP : S'il y a une chose à dire aux travailleurs français pour conclure, quelle serait-elle ?

Surtout n'oublie pas de dire que la classe ouvrière ne se laisse pas tromper par Juan Carlos !

Frédéric FERRER

* U.G.T. : Union Générale des Travailleurs, organisation syndicale clandestine dirigée par les sociaux démocrates du PSOE. Elle avait une grande importance sous la république ; elle n'a pas joué de rôle déterminant dans les luttes récentes ; elle vient de tenir publiquement son congrès en Espagne.

* S.T.V. : Solidarité des Travailleurs Basques, organisation syndicale lancée par le PNV, parti nationaliste basque, démocrate chrétien.



ment à leur conception fondamentalement unitaire, la naissance d'une commission est toujours plus ou moins spontanée. Dans une entreprise donnée, la commission est formée des travailleurs les plus conscients, souvent organisés politiquement, qui se réunissent sans exclusive. De même lorsqu'une lutte démarre là où il n'y avait pas d'organisation, c'est une commission ouvrière que l'on crée.

Un grand nombre se sont créées de cette façon au début de l'année et les commissions sont sorties très renforcées des dernières luttes.

Maria Teresa : Dans les commissions il doit même

Ouvrières) qui se trouve accaparée par le PC pouvait lancer un tel appel, il s'est contenté de ne pas perdre la direction, parce qu'il cherche le pacte avec le régime.

José Maria : Ici, il faut dire qu'il a très peu de militants, ce sont quelques intellectuels et pratiquement pas d'ouvriers. En Navarre, les partis influents, ce sont surtout les partis révolutionnaires et d'abord l'ORT. Mais cela ne veut pas dire que les idées du PCE n'influencent pas du tout sur les travailleurs.

Ignacio : A Potasas, ils n'avaient qu'un seul militant, l'un des seuls ouvriers qu'ils organisent. Lorsque nous avons déci-

cela ne favorise pas les idées dans le sens de « s'en sortir tout seul » ?

Ignacio : C'est vrai qu'en Euskadi, on lutte à longueur d'année. Depuis longtemps nous n'avons pas connu un seul mois de trêve et chacun en est conscient. Mais il n'y a pas de sentiment tel que tu l'indiques, au contraire, nous nous sentons plutôt comme le fer de lance de la lutte antifasciste de tous les peuples de l'Etat espagnol. Nous aimerions plutôt être ceux qui démontrent la possibilité de lutter, un miroir pour les autres peuples.

Antonio : Au niveau du mouvement ouvrier, cela se traduit par le fait qu'il y a beaucoup de militants